

Critique Communiste

revue mensuelle

de la

Ligue Communiste Révolutionnaire

(section française de la IV^e Internationale)

n° 54

juillet 86 / 14 f

**Les premiers cent jours
du chiraquisme**



Dossier

SANTE

LES ENJEUX D'UN DEBAT



**Les grèves ouvrières en Belgique :
le plus et le moins**



**La Révolution française
a eu lieu...**

VACANCE, VACANCES...

On ne le sait que trop : l'été, pour ceux qui nous gouvernent, est moins la saison des vacances que celle des mauvais coups. Chirac et consorts, loin de faillir à la tradition, vont renchérir. Les chantiers navals, TF 1, la préparation du budget... Les petites ordonnances et les grosses claques vont tomber drues sur notre dos.

La droite ne respecte donc rien, pas même les vacances. Surtout celles des travailleurs. Déjà beaucoup d'entre eux n'ont pas, faute de moyens financiers, la possibilité de partir en vacances. Beaucoup d'autres vont connaître l'angoisse de la perte d'emploi et d'une rentrée faisant craindre le pire.

Essayons de ne pas laisser les requins de la droite gâcher nos congés. Il serait malvenu, au moment où l'on fête le cinquantenaire de 1936, d'oublier que ceux-ci sont un acquis des luttes. Et aussi un besoin vital pour toutes celles et tous ceux qui travaillent, vivent et luttent dans cette société...

Alors, pendant les vacances : pas de vacance de notre réflexion et de notre combat ! Ne nous leurrerons pas : ce pouvoir réactionnaire ne sera pas aisé à abattre. Pour créer les conditions de son renversement il faudra réaliser bien des recompositions, en matière de combativité, de stratégie et d'organisation... Pour que chacun puisse mettre à profit le temps des vacances pour poursuivre ce travail, *Critique communiste* propose, dans ce numéro de juillet, plusieurs articles qui ressortent de champs différents.

Sur la situation politique, l'article de Francis Sitel vise à faire le point sur les enseignements des premiers mois du chiraquisme. Le dossier sur la santé permet d'aborder la nécessaire discussion sur les enjeux de cette question décisive. L'article d'Ariane Merri propose un tableau des études sur la Révolution française, à la veille du bicentenaire de celle-ci c'est l'occasion de mesurer l'ampleur de l'offensive réactionnaire sur le terrain idéologique... Enfin, Flora Chénétier nous apporte sur les grèves ouvrières belges des éléments utiles sur ce qu'est la lutte contre l'austérité aujourd'hui en Europe.

Autant d'articles qui convergent autour d'un même point : le nécessaire approfondissement de notre réflexion sur toutes ces questions qui posent le problème difficile et incontournable de l'affrontement avec le pouvoir bourgeois.





Les premiers cent jours du chiraquisme

Francis SITEL

CENT jours de gouvernement Chirac ! Il vaut la peine de faire le point. Cent jours, cela suffit à lever bien des illusions. On avait dit que la cohabitation ne serait pas possible. Elle vit et dure. Ceux qui n'y croyaient pas considéraient que la présence de Mitterrand à l'Elysée interdirait à Chirac d'appliquer, à Matignon, sa politique. Que l'un devrait se soumettre, ou l'autre se démettre. Et vice versa. Certains pensaient qu'une éventuelle cohabitation conduirait la coalition de droite ou le Parti socialiste, voire les deux, à la cassure ou au reniement. D'autres, enfin, prévoyaient une expérience inédite accouchant d'une politique qui, empruntant à la gauche et à la droite, dégagerait un nouvel espace politique et maintiendrait l'équilibre entre l'une et l'autre. Les plus prudents s'aventuraient parfois à proposer un cocktail multicolore mêlant ces diverses hypothèses.

Comme toujours, la vie s'avère plus originale que les équations : Chirac applique sa politique, Mitterrand est toujours à l'Elysée, ni la coalition RPR-UDF ni le PS ne s'en trouvent bousculés, le clivage gauche-droite est plus prégnant que jamais...

Ces paradoxes apparents permettent d'éclairer quelques données de la situation.

La réaction en avant toute !

La nature du gouvernement Chirac doit être référée, non pas au cadre institutionnel, mais au contexte politique et aux rapports de forces. Quelles que soient les « bizarreries » de la cohabitation, et les illusions qu'elles ont pu entretenir un temps, ce gouvernement est né de la faillite politique de l'expérience de gauche engagée en 1981. Il s'appuie sur la dégradation du rapport

de forces entre les classes qui en résulte pour les travailleurs. Et se nourrit de la désorientation que provoque la désintégration du cadre de l'Union de la gauche, réponse stratégique ayant dominé le mouvement ouvrier depuis les années soixante.

Pompidou et Giscard avaient axé la présentation de leur politique sur la modernisation politique et sociale. Afin d'apparaître comme gouvernant « au centre » et pour tenter de contenir la montée de l'Union de la gauche. Chirac inaugure ce qu'il escompte être le prélude de son septennat sur des lignes de force bien différentes. Il s'agit pour lui de tourner la page qui vit la gauche portée irrésistiblement par une dynamique de changement social. Et de mettre la France au diapason du néo-libéralisme exacerbé qui domine aujourd'hui dans les métropoles impérialistes. Compte tenu des coordonnées politiques présentes, le projet est cohérent et, au sens propre du terme, réactionnaire.

Les trois premiers mois de mise en œuvre de cette politique font apparaître un bilan fort clair. Le thème de la prétendue priorité à l'emploi — cette « nouvelle frontière » aussi consistante qu'un mirage — a fait long feu. Dans la balance des dures réalités, les élans rhétoriques et les suppliques au patronat ne pèsent pas lourd face à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (sous la houlette de Séguin, l'alibi social du gouvernement) et à l'asphyxie des chantiers navals (sous la férule de l'hystérico-libéral Madelin).

Le vrai bilan du gouvernement tient en trois mesures emblématiques : la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes et l'amnistie des fraudeurs du fisc, la privatisation de TF 1, l'abrogation de l'autorisation administrative de licenciement. Trois décisions qui, par leur forte charge symbolique, permettent de répondre à un double objectif. D'abord, de marquer avec éclat que

« Chirac applique sa politique ». Ensuite, de baliser le terrain. Le premier est décisif pour le Premier ministre qui se doit de démontrer que, n'étant prisonnier ni de la cohabitation ni des divisions de la droite, il reste un « fonceur ». Et ce, à peu de frais, puisque les terrains choisis permettent de donner des gages sur l'essentiel sans aborder précipitamment celui-ci. Là est le second objectif : donner des signes clairs de quoi sera fait le chiraquisme triomphant : avantages aux privilégiés, privatisation, soumission aux exigences patronales...

Ces premières mesures doivent donc être comprises comme les points d'appui, posés de façon assez maîtrisée, d'une politique d'ensemble visant à mettre l'économie et la société françaises à l'heure du néo-libéralisme : pression à la baisse par rapport aux salaires, individualisation croissante de ces derniers, réduction des budgets sociaux et désinvestissement de l'Etat, refonte des systèmes de protection sociale, remise en cause des acquis et des statuts, etc.

Une telle politique, qui voudrait se présenter parée des plumes du modernisme, chemine nécessairement bras dessus, bras dessous avec l'archaïsme réactionnaire. Peu importe que Chirac pense « ne pas avoir une tête à attaquer les libertés », comme il l'a dit à « L'heure de vérité », sa politique est profondément liberticide. L'offensive idéologique de grande ampleur engagée sur le double terrain de l'immigration et de la sécurité a commencé à enclencher une logique implacable. Celle-là même dont Le Pen, le premier, avait compris « l'efficacité : l'amalgame du racisme et de la trouille, qui ne peut que nourrir les pires poisons et qui représente une menace grave pour les libertés.

Il convient de noter que la résurgence de la question de la peine de mort et la pression pour supprimer le remboursement de l'IVG — deux questions qui ont été écartées de la plate-forme RPR-UDF — témoignent des pressions qui, venues des secteurs les plus rétrogrades, s'exercent aujourd'hui sur une majorité et un gouvernement fort perméables à celles-ci.

Pourtant, Chirac est obligé de réfréner ses ardeurs et de résister à ces pressions, parce qu'il se trouve soumis à un double impératif : le premier, nous venons de le voir, est d'appliquer sa politique, le second est de ne pas provoquer une épreuve de forces susceptible de déboucher sur une crise ouverte. Les limites de ses marges de manœuvre renvoient au rapport de forces global qui, bien que dégradé, n'autorise pas la droite à renoncer à toute prudence ni mesure. C'est en ce sens que Chirac, s'il puise aux mêmes sources que Reagan et

Thatcher, à la différence de ces derniers, n'engage pas encore l'offensive frontale et brutale visant au démantèlement du mouvement ouvrier. On ne comprendrait pas autrement la tentative d'embrouille autour de la question de l'emploi, présentée comme guidant les choix du gouvernement.

Et ce, d'autant que les divisions internes de la droite, loin de s'atténuer, ne font que s'approfondir. Chirac, les yeux rivés sur la ligne bleue des futures présidentielles, se sait guetté de toutes parts : par Barre, sur la réserve, par Giscard, en touche, et Léotard, qui prétend au rôle d'outsider... Il est vrai que ce dernier, en bon amateur de marathon, ne doit pas se sentir dépaysé puisque sur la ligne de départ des présidentielles, à droite, c'est d'ores et déjà la cohue.

C'est pourquoi Chirac n'a pas intérêt, dans les conditions actuelles, à précipiter l'échéance présidentielle. Quitte à laisser Mitterrand disposer seul de cet atout maître dans la partie engagée : le choix du moment de ces élections qui constituent le pivot des institutions et de la vie politique françaises.

Le Parti socialiste, force immobile

L'atout mitterrandien est incontestablement de taille. Mais est-il suffisant pour autoriser le PS à poursuivre, immobile, sa mue, dans l'attente de futures échéances (électorales) dont les termes sont médités par le seul cerveau du président ?

Certains ont cru parfois que la cohabitation pourrait poser au PS des problèmes insurmontables. Parce qu'il lui faudrait ou cautionner une politique de droite, et y perdre son âme, ou la combattre, au risque de bousculer le cadre institutionnel dans lequel ses cinq années de gouvernement lui ont permis de se lover.

En fait, les problèmes sont ailleurs. La cohabitation n'est qu'un épisode transitoire au regard du véritable problème qui est celui de « l'alternance ». Le projet du PS, d'ores et déjà bien entamé, est de se contenter en partenaire obligé d'un système d'alternance à froid. Ce qui suppose de gommer définitivement de son identité toute aspérité pouvant laisser prise à une dynamique de transformation sociale.

Il lui faut donc convaincre les militants et les travailleurs qu'il n'est d'autre ligne de partage que celui qui oppose la coalition conservatrice et le PS, grand parti social-démocrate moderne. Cette mue du PS, « parti du changement », moteur du « front de

droite » ou du parti social-démocrate « moderne » s'est largement limitée à travers le gestion gouvernementale de l'Etat. C'est ce qui a conduit à la situation actuelle de l'Etat. Il est évident que l'abandon des standards par rapport au programme du PS au projet socialiste et au programme commun de gouvernement. Abandon sur la politique économique et sociale, sur les questions internationales, sur les problèmes militaires, sur les questions d'abandon de tout projet de changement de société... L'ensemble des gains d'un nouveau PS parti en avant, celui d'un parti porteur d'une politique de gestion des intérêts sociaux, sur le plan social et sur celui des libertés, parvient à un coût moindre que celui de la droite néo-libérale.

L'avenir de la phase de cohabitation pour le PS est le contraire de ce qu'il lui démentait que renvoyait l'opposition. Le dévot parti de gouvernement, modeste, responsable et réaliste. La tâche dans le monde est la même. L'action contre la privatisation de l'Etat, ainsi que son attitude concernant les lois sociales, mentales sur la sécurité, constituent de bons exemples de ce choix fondamental.

D'un faisceau de lassant discours du PS selon lequel la droite doit être écartée de la politique, les interventions faites à l'heure de vérité... Ce qui signifie que ses yeux, les travailleurs doivent faire l'expérience de ce que le parti dit. L'alternance en fait que parti traditionnellement à gauche, affirmant sa vocation à représenter l'opposition à cette politique... C'est-à-dire : non pas empêcher son application, mais la contrôler sur le plan parlementaire et dans l'opinion, afin d'éviter celles et ceux qui en payent le prix véritablement à se prononcer, le moment venu pour l'alternance.

En fait le PS d'aujourd'hui, qui s'est affirmé comme le parti du changement et de l'union, sacrifie allégrement aujourd'hui toute perspective de mobilisation unitaire à la seule perspective de l'alternance électorale. Reste un monumental problème qui hypothèque la crédibilité d'aujourd'hui du projet du PS : est-il possible de reconstruire une majorité électorale et de réaliser un possible débat politique.

Le problème est tout d'abord structurel. Les années d'alternance de l'Etat ont montré essentiellement sur l'alternance électoraliste comment un tel projet de cohabitation et un langage occasionnel de l'extrême gauche peuvent éventuellement déboucher encore ceux-ci, sans que le total des voix de gauche permette de dépasser les 47,5 % d'adhésion aux régions. La seule hypothèse réaliste, selon

classe », en un parti social-démocrate « moderne » s'est largement réalisée à travers la gestion gouvernementale, ce Bad-Godesberg à combustion lente... Il est aisé de faire l'addition des abandons par rapport au programme du PS, au Projet socialiste et au Programme commun de gouvernement. Abandons sur la politique économique et sociale, sur les questions internationales, sur les problèmes militaires, sur les institutions, abandon de tout projet de changement de société... L'ensemble dessine le profil d'un nouveau PS : profil en creux, celui d'un parti porteur d'une politique de gestion des intérêts bourgeois qui, sur le plan social et sur celui des libertés, prétend à un coût moindre que celle de la droite néo-libérale.

L'enjeu de la phase de cohabitation pour le PS est de confirmer ce profil. En démontrant que, renvoyé à l'opposition, il demeure parti de gouvernement, modéré, responsable et réaliste. La façon dont il a mené l'action contre la privatisation de TF 1, ainsi que son attitude concernant les lois gouvernementales sur la sécurité, constituent de bons exemples de ce choix fondamental.

D'où l'inlassable et lassant discours du PS selon lequel la droite doit appliquer sa politique, les invitations faites à Chirac de gouverner... Ce qui signifie qu'à ses yeux, les travailleurs doivent « faire l'expérience » de ce qu'est la droite. Lui-même, en tant que parti prédominant à gauche, affirmant sa vocation à « représenter » l'opposition à cette politique... C'est-à-dire : non pas empêcher son application, mais la contester sur le plan parlementaire et dans l'opinion, afin d'inviter celles et ceux qui en payent le prix quotidiennement à se prononcer, le moment venu, pour l'alternance.

Bref, le PS d'hier, qui s'était affirmé comme le parti du changement et de l'union, sacrifie allégrement aujourd'hui toute perspective de mobilisation unitaire à la sereine perspective de l'alternance électorale. Reste un monumental problème, qui hypothèque la crédibilité d'ensemble du dispositif : le PS est totalement incapable de dire comment il est possible de reconstituer une majorité électorale et de dessiner un possible débouché politique.

Le problème est tout d'abord strictement arithmétique. Les scores électoraux du PS ont mordu essentiellement sur l'électorat anciennement communiste. Un recul aggravé de ce dernier, et un laminage accentué de l'extrême gauche, peuvent éventuellement améliorer encore ceux-ci, sans que le total des voix de gauche permette de dépasser les 45 % et d'arracher une majorité.

La seule hypothèse réaliste, selon



cette logique, serait de gagner sur la droite, c'est-à-dire de rallier des composantes significatives de celle-ci au projet d'alternance social-démocrate. La direction du PS a grand mal à assumer explicitement un tel objectif. Car toutes les tentatives antérieures ont montré les difficultés à faire émerger un « centre droit » apte à jouer ce rôle. En outre, compte tenu de la réalité des rapports de forces, afficher clairement un tel projet risquerait fort de réouvrir un espace à gauche du PS, voire de déstabiliser celui-ci. L'appel répété à une nouvelle candidature de Mitterrand pour les prochaines présidentielles n'a-t-il pas pour fonction de masquer cette dernière contradiction ? Enfin, qu'il le veuille ou non, le PS est obligé de s'appuyer sur un semblant de « front de classe », pour reprendre une vieille formule du PS, bien passée de mode. Celui-ci, pour relativiser et pervertir qu'il soit par la politique présente du PS, risquerait fort de se désagréger et de jeter bas des projets ambitieux, mais fragiles, si la direction s'engageait trop ouvertement dans des manœuvres aventureuses.

Mais le cœur du problème gît au-delà de la stricte arithmétique électorale. Le PS, de fait, cherche à convaincre que le temps travaille pour la gauche. Selon ce raisonnement, plus la droite applique sa politique, plus la gauche a de chances de reprendre les rênes du pouvoir. Il suffirait donc de se reposer sur la sagesse de Mitterrand pour le choix du juste moment.

Or, ce calcul est parfaitement fallacieux. La double absence de ripostes réelles aux attaques du pouvoir et d'une perspective politique de pouvoir et de changement social constitue un puissant facteur d'affaiblissement et de stérilisation des forces de changement. Le pari

du PS — celui de l'alternance sans changement — est un leurre !

Le piège de la division

Face à cette politique catastrophique de la direction du PS, l'alternative proposée par celle du PCF apparaît tout aussi désastreuse. Tandis que la première, au nom de sa perspective d'alternance, dilue la ligne de partage des classes, la seconde se comporte comme si celle-ci passait entre le PCF et le reste du monde.

En affirmant que la droite ne fait rien de plus que poursuivre la politique du « gouvernement socialiste », en établissant un trait d'égalité dans les responsabilités concrètes de l'une et de l'autre, en préconisant une ligne de division syndicale pour présenter la seule CGT comme porteuse des intérêts ouvriers, la direction du PCF propose une vision catastrophiste de la situation et une politique d'isolement et de désarmement des travailleurs et des éléments les plus combattifs. De fait, la perspective qu'elle propose est, à tout point de vue, une impasse.

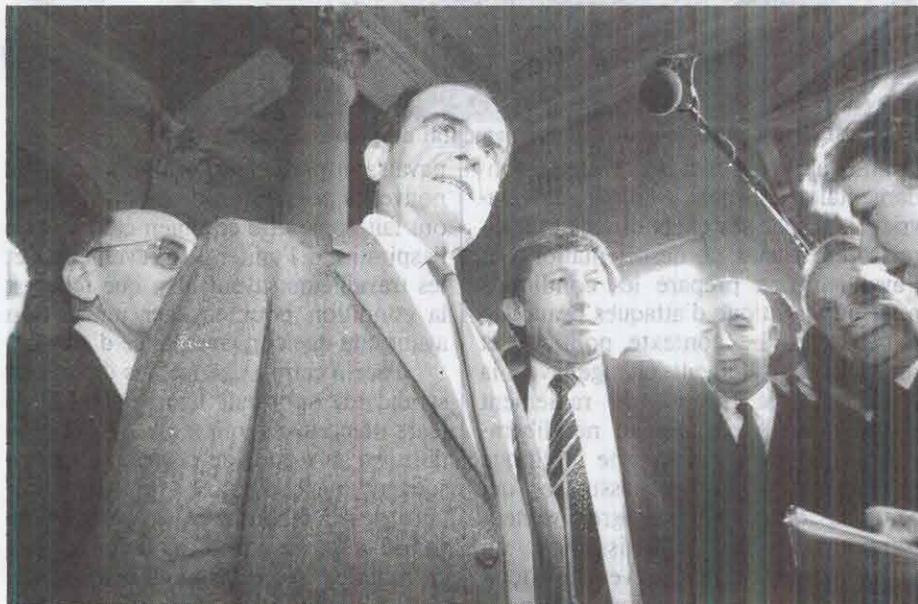
L'acharnement à bloquer toute perspective unitaire constitue de sa part un remarquable soutien objectif aux propres manœuvres de division de la social-démocratie et des directions syndicales influencées par celle-ci.

Le remodelage de fond du mouvement syndical que laissent présager les opérations de la direction de la FEN constitue une splendide illustration de cette situation qui voit s'approfondir la division, sous les efforts conjugués des différentes bureaucraties qui, au nom de leurs intérêts propres, sont prêtes à faire subir au mouvement ouvrier français un formidable recul.

Confirmation supplémentaire que, dans les conditions présentes, le temps

ne joue pas pour les travailleurs. On peut même aller plus loin et dire que, faute de réactions puissantes pour contrecarrer les évolutions à l'œuvre, on risque de voir se réunir les éléments constitutifs d'une équation ne pouvant conduire qu'à une nouvelle défaite. Ce qui sera le cas si, face aux attaques croissantes du gouvernement et du patronat, ne sont opposés que les modèles, aujourd'hui proposés par le PS et le PCF. Modèle disqualifié pour le PCF : celui d'une stratégie politique qui a fait faillite et qui se réduit à présent à l'isolement et à la division. Modèle en trompe-l'œil pour le PS, qui se propose

d'engager une bataille visant à exiger de Mitterrand qu'il jette son poids dans la balance, use des pouvoirs dont il est censé disposer encore pour faire barrage à telle ou telle mesure réactionnaire. Mais il faut combattre les illusions qui pourraient conduire à voir en lui le principal et ultime recours face à ces attaques. Attitude qui ne pourrait conduire les travailleurs qu'à l'attentisme et à déléguer à de fantomatiques généraux la direction d'un combat qui ne peut être que le leur. Il faut être conscient que Mitterrand n'usera de ses pouvoirs qu'au moment choisi par lui, en fonction des préoccupations tacti-



de tout raboter en matière de mobilisation et de changement social pour préconiser le ralliement au projet de l'alternance social-démocrate et attendre les résultats, bien aléatoires, des prochaines présidentielles, anticipées ou non.

Les voies de la riposte de classe

Une telle évolution n'est pourtant en rien fatale. Depuis le 16 mars, les premières évolutions de la situation ont fait apparaître des données politiques et sociales nouvelles qui peuvent constituer les points d'appui pour une recombinaison des forces du combat de classe. Pour ce faire, deux malentendus qui devaient être préalablement levés sont largement en voie de l'être.

Le premier est l'illusion que le cadre de la cohabitation, c'est-à-dire la présence de Mitterrand à l'Élysée, pourrait constituer en tant que tel un frein aux attaques de la droite. Il convient de ne pas écarter la possibilité, à tel ou tel moment, sur tel ou tel point,

ques et électorales qui sont les siennes. L'objectif des travailleurs est autre : trouver les voies de la mobilisation pour riposter aux attaques gouvernementales. Tel est bien l'unique point d'appui sur lequel s'appuyer et l'unique critère pour juger des initiatives à prendre : non point les questions d'ordre institutionnel et électoral, mais la mobilisation unitaire des travailleurs eux-mêmes.

Le second est la nécessité d'analyser correctement la politique de la droite et de lever certains faux-semblants. Le premier consiste à considérer que, compte tenu de ce qu'a été la politique de la gauche au gouvernement, celle-ci doit être comprise comme la simple continuation de cette dernière, à peine aggravée. Le second, à l'inverse, revient à ne plus voir que les menaces présentes par rapport à ce que Mitterrand a appelé les « acquis sociaux » de son régime. Deux façons, opposées, de ne pas prendre la mesure exacte de la politique gouvernementale et de ne pas proposer les moyens réels de s'y opposer.

Il faut considérer que la politique gouvernementale de la gauche, au-delà des quelques faméliques « acquis » de



Manifestation contre le projet gouvernemental de privatisation de TF 1.

l'immédiat après-mai 1981, a été fondamentalement une politique anti-ouvrière qui, par ses effets directs et indirects (en termes de désorientation des travailleurs), a préparé les conditions pour une politique d'attaques beaucoup plus graves. Le contexte politique et social a radicalement changé avec la victoire de la droite : du ralliement honteux des socialistes au néo-libéralisme, on est passé à une politique néo-libérale pleinement assumée, qui peut se développer progressivement compte tenu de l'affaiblissement du camp ouvrier, et s'aggraver de façon permanente sous la pression de la radicalisation à droite d'une bonne partie de la bourgeoisie et de ses secteurs les plus réactionnaires et fascisants.

C'est là qu'il faut situer le point cardinal de la situation actuelle : la menace immédiate et grave que représente ce gouvernement pour la majorité de la population et pour les libertés. En fonction de quoi, il est possible de situer l'enjeu central : la mobilisation des travailleurs pour riposter aux attaques et enrayer la logique de régression sociale dont elles sont porteuses.

L'exigence de la mobilisation unitaire

La nécessité centrale est bien celle de la mobilisation. C'est aussi en fonction d'elle qu'il est possible d'enrayer la spirale de la division.

Unité dans et pour les luttes, avant tout. Au niveau des entreprises, des localités, des régions, des branches et, nationalement, sur les revendications centrales. Les actions des derniers mois, dans la RATP, à la SNCF, dans la fonction publique et les chantiers

navals, en particulier, ont témoigné des nouvelles possibilités de mobilisation et ont fait apparaître combien était grande l'aspiration à l'unité. Les travailleuses et les travailleurs savent bien que telle est la condition pour engager une action ayant une quelconque chance d'aboutir.

Face à cette exigence, les directions syndicales opposent leurs querelles et leurs manœuvres, qui n'ont de justifications qu'au regard de projets politiques souvent inavouables. La pression unitaire peut les bousculer si celle-ci s'organise à partir des travailleurs et des syndiqués eux-mêmes, pour la mobilisation. L'heure est de plus en plus à des réunions du personnel pour débattre démocratiquement des revendications et des formes de lutte, et exercer une pression sur les fédérations et confédérations syndicales afin qu'elles agissent dans l'unité; il s'agit, en même temps, de préparer les conditions de la lutte elle-même, pour que celle-ci soit de bout en bout contrôlée par les travailleurs.

C'est aussi sur la base de la mobilisation qu'il sera possible de poser en termes concrets la question de l'unité sur les autres terrains.

En ce qui concerne, par exemple, le mouvement syndical. Les grandes opérations menées autour de la FEN tendent à créer les conditions d'un reclassement généralisé qui, dans les conditions actuelles, ne pourrait se traduire que par davantage de division, de « réalisme » revendicatif, de distanciation des appareils par rapport aux syndiqués et aux travailleurs. A ces manœuvres, il convient d'opposer la seule vraie perspective unitaire : la défense efficace des revendications et l'action de classe, qui appellent la perspective d'une centrale unique des travailleurs, donc réellement unitaire, donc authentiquement démocratique et indépen-

dante... Ceux qui usurpent le drapeau de l'unité pour mieux masquer leurs opérations de division se complaisent dans le clair-obscur et l'air confiné des bureaux. Aux syndiqués d'ouvrir grand les fenêtres, d'engager ce débat décisif pour l'avenir du mouvement ouvrier, de le porter devant les travailleurs eux-mêmes. Il consiste à savoir comment ces derniers veulent s'organiser, sur quelles bases et pour quels objectifs.

Dégager un débouché politique

C'est également sur la base de la mobilisation qu'il sera possible de résoudre le problème de l'unité de la lutte sur le terrain politique et du débouché possible de celle-ci au plan central.

Si le problème se pose sur le plan électoral, sans qu'une telle mobilisation ait permis d'améliorer le rapport de forces et de poser en termes qualitativement différents le problème, contrairement à la direction du PCF qui cherche à noyer le poisson, il convient d'affirmer en toute clarté la nécessité de se mobiliser pour battre la droite. Sans illusion sur ceux pour qui on sera amené à voter dans ce cas au second tour, il faudra malgré tout rassembler le maximum de voix ouvrières pour faire barrage à la horde des repus et autres racistes...

Mais il est décisif que le sens de ce vote soit alors parfaitement clair : il ne saurait être d'obéir à une logique de « moindre mal » qui obligerait, face à la droite, de rallier le réalisme social-démocrate. Ni d'une conversion amenant à considérer qu'on ne peut espérer beaucoup plus que ce que le PS est prêt à faire et que, dans ces conditions, il faut s'ériger en conseiller de celui-ci...

Non ! Le sens d'un tel vote anti-droite ne peut être que de favoriser le mouvement d'unité des travailleurs face aux attaques qu'ils subissent et de préparer la riposte à celles-ci, sur son véritable terrain : celui des luttes et de la mobilisation unitaire.

Les nouvelles conditions du jour ne doivent pas, en effet, faire oublier les leçons de la veille : ce que fut la politique effective du PS et du PCF lorsqu'ils étaient au gouvernement. Au-delà des péripéties électorales, il ne peut y avoir de perspective politique réelle pour les travailleurs hors de leur mobilisation. Seule celle-ci est à même de recréer les conditions d'une dynamique ouvrant la voie à une perspective de changement social et, par là, permettant une nouvelle majorité et contraignant le PS et le PCF à rompre avec leur politique actuelle d'attentisme et de division.

Entendons-nous bien : il serait illusoire de penser qu'il est possible de changer fondamentalement la politique de ces partis. Mais les travailleurs ont les moyens, par leur mobilisation, de modifier radicalement les conditions politiques dans lesquelles ces partis agissent. Et, ainsi, d'engager un processus de lutte qui, les bousculant, les oblige à agir dans un sens différent de ce qu'ils voudraient.

De grandes batailles vont devenir de plus en plus nécessaires sur les questions de l'emploi, du pouvoir d'achat, de la protection sociale... A ces occasions, dès lors qu'elles se concrétiseront, il faudra se battre pour un large front uni de toutes les organisations ouvrières, syndicales et politiques, afin d'unifier ce combat, de lui donner les moyens de se développer et de s'approfondir. Jusqu'à être en mesure de poser pour de bon le problème du gouvernement responsable au premier chef de ces attaques, et son remplacement par un gouvernement obligé de s'engager devant les travailleurs mobilisés.

Une telle perspective peut apparaître aujourd'hui bien lointaine, voire utopique. Il n'en est rien. Elle se pose objectivement au regard de la défense des intérêts des travailleurs qui appelle aujourd'hui le combat défensif face à l'offensive gouvernementale, mais celle-ci, demain, posera ce problème. Ce qui la rend peu crédible c'est le poids de l'expérience d'une gauche faillie, la défaite du 16 mars, la division, l'électoratisme plat et le pseudo réalisme que déversent à pleins tonneaux toutes les directions majoritaires du mouvement ouvrier. C'est également le faible poids dont pèsent aujourd'hui les forces qui maintiennent une claire perspective de classe : l'intransigeance sur les revendications, une ferme volonté d'unité et de mobilisation, la perspective d'une société qui ne soit plus fondée sur le profit de quelques-uns mais sur les intérêts du plus grand nombre.

C'est pourquoi la construction d'une force capable de porter un tel

combat est plus que jamais à l'ordre du jour. Sans être séparée des autres éléments signalés plus haut mais, au contraire, profondément intégrée à eux, une telle construction appelle des initiatives spécifiques. Il s'agit en effet de rassembler toutes celles et tous ceux qui refusent les divisions et les capitulations, le repli et l'isolement sectaires, comme la fuite en avant dans le grand gris social-démocrate, qui ne renoncent pas au combat de classe, qui n'acceptent pas qu'il n'y ait pas d'autre perspective sociale que celle du capitalisme, qui ne renoncent pas au socialisme.

Ces militantes et militants sont à l'heure actuelle dispersés, issus d'horizons différents : communistes qui refusent que la direction du PCF conduise une nouvelle fois les travailleurs à l'échec, socialistes qui résistent à la dérive social-démocrate, syndicalistes attachés à la lutte des classes, militants ou ex-militants des organisations d'extrême gauche... La question est de trouver les voies et moyens qui permettent à toutes celles-là et à tous ceux-là de prendre conscience qu'ils sont une force, qu'ils ont les capacités de changer le cours des choses. D'où l'importance des cadres de débat et d'action unitaires qui existent ou se créent. C'est en effet à travers un tel processus qu'il sera possible de retrouver les voies de la mobilisation, de clarifier le contenu de l'alternative anticapitaliste, de poser le problème de la construction d'un nouveau parti, instrument nécessaire pour permettre aux travailleurs de diriger leur combat jusqu'au bout.

A travers les multiples combats présents et à venir, c'est cette force nouvelle qu'il faut forger. Elle est indispensable à l'animation des luttes, au mouvement d'unité qu'il faut développer, à la reconstitution d'un projet de changement de société donnant la nécessaire perspective d'ensemble.

Francis Sitel



Dossier



L'hôpital ne saurait être un simple lieu de production...

PERSONNE n'aurait l'idée de s'émouvoir de la croissance du chiffre d'affaires de l'industrie automobile ou du bâtiment, bien au contraire ! A l'opposé, le développement des dépenses de protection sociale et de santé inquiète. D'ailleurs, le fait que l'on parle de « dépenses » de santé situe déjà le problème. Il s'agit d'une « charge » pour l'économie, d'un secteur « improductif ». Les discours moralistes ou alarmistes se multiplient : « Notre protection sociale est au-dessus de nos moyens ; si on continue ainsi, ces dépenses absorberont toute la richesse nationale dans vingt ou trente ans... »

Ces discours s'appuient sur trois mystifications. D'une part, ils cherchent à faire croire que le développement de la protection sociale n'a été qu'une conséquence des années de croissance. Ils oublient allègrement que cela a été aussi un puissant élément de cette croissance par ses effets sur le pouvoir d'achat, sur la démographie, sur l'expansion de professions libérales, de secteurs économiques (pharmacies, matériel médical, et même bâtiment), sur l'emploi. Ensuite ils passent sous silence les causes de la croissance de ces dépenses et notamment des dépenses de santé, nous y reviendrons dans ce dossier. Enfin ils mettent rarement en évidence qu'il n'y a pas eu d'accélération globale du rythme de croissance des dépenses de protection sociale et de santé, au contraire.

De 1963 à 1973, les dépenses sociales progressent de 6,8 % par an en moyenne. De 1973 à 1983, cette progression, en francs constants, est passée à 5 %.

Le tableau 1 montre que si l'on raisonne en termes de pouvoir d'achat des prestations, la décélération est frappante.

Le véritable problème réside ailleurs. Le graphique 1 met en évidence le décrochage, en 1979, de la croissance du produit intérieur brut par rapport à celle des dépenses de protection sociale. Cela a comme effet d'accroître la part de ces dernières dans le PIB. Au niveau national, on se retrouve au cœur d'un enjeu fondamental : le partage de la richesse produite entre les classes sociales.

Santé : les enjeux d'un débat

Les dépenses de santé représentent un peu moins d'un quart des dépenses totales de protection sociale, et les dépenses hospitalières un peu plus de 12 %. Plus encore, la part relative des dépenses de santé est restée à peu près stable depuis vingt-cinq ans (voir tableau 2).

La santé en première ligne

La part du poste famille est en constante diminution. Le volume des dépenses qui y sont consacrées est le fruit d'aspects démographiques et d'aspects politiques, le gouvernement ayant seul pouvoir de décider de l'existence et du montant des allocations. Les dépenses liées au chômage et à la vieillesse dépendent de tendances lourdes (conséquences de la crise, vieillissement de la population...). Le nombre de chômeurs ou de retraités est assez prévisible sur un moyen terme. L'Etat dispose de larges pouvoirs pour fixer un certain nombre de règles et maîtriser les dépenses (fixation des indemnités, des durées d'indemnisation, taux des retraités sécurité sociale, renforcement du recours aux caisses complémentaires...).

La question de la santé est un peu plus compliquée. D'abord, même si l'Etat dispose de moyens de contrôle (tarification, recours au ticket modérateur...), il n'a quasiment aucun pouvoir sur l'évolution du volume des soins. Tout d'abord la maladie ni ne se décide ni ne se prévoit. Ensuite se pose la question des médecins. Des études ont montré que 80 % des dépenses de santé sont le résultat des prescriptions médicales (examens, médicaments, hospitalisations...). Il y a, du point de vue capitaliste, et pour reprendre un terme à la mode, une « non-responsabilisation », car ni le demandeur (le malade) ni le prescripteur (le médecin) ne supporte, pour l'essentiel, la dépense. Il est facile d'envisager que, même si l'Etat bloque le prix de la visite, il ne peut bloquer le nombre de visites journalières du médecin.

Cette situation illustre le cœur d'une contradiction entre une organisation de l'offre de soins essentiellement libérale (et nous verrons que cela s'applique aussi à l'hôpital) et un financement socialisé. Cette contradiction explique que les mécanismes « naturels » de la loi du marché dans un contexte de crise n'ont pas vraiment joué en ce qui concerne le secteur de la santé.

La santé est, de tous les aspects de la protection sociale, celui qui concentre le mieux cette contradiction, et c'est pour cela qu'on la retrouve en première ligne. Au-delà, deux enjeux apparaissent.

Le premier enjeu : la Sécurité sociale

A en croire certains, la Sécu n'est plus qu'un déficit permanent, un gouffre sans fond. Là aussi règne la plus grande confusion.

Tout d'abord, il faut dire et redire d'une part que le déficit, si déficit il y a, des régimes de Sécurité sociale, est d'abord un déficit de recettes et non le résultat d'une accélération des dépenses. D'autre part, il faut dire et redire que le régime général des travailleurs salariés, qui couvre 80 % des dépenses de Sécurité sociale, n'est pas et n'a jamais été déficitaire. Par contre, ce régime a été régulièrement ponctionné (vingt-cinq milliards en 1985) au profit des régimes agricoles et non-salariés.

En fait, on aurait tort de ne voir là qu'un débat de comptabilité. C'est l'existence même d'une protection sociale principalement collective qui est en cause. Le libéralisme s'accommode mal d'une situation de socialisation des dépenses, dans laquelle chacun est en droit de se soigner indépendamment de ses propres ressources. Surtout quand le budget social de la nation dépasse le budget de l'Etat. D'où les multiples variantes d'un projet de protection sociale, avec un niveau minimal (que tout le monde veut bien appeler Sécurité sociale pour préserver les apparences !), un niveau complémentaire collectif sur une base socio-professionnelle et, pour les salariés, sur la base des secteurs industriels (avec une couverture étroitement liée à la situation économique de telle ou telle branche) avec, enfin, un fort niveau individuel de type assurance privée.

La plupart des études sérieuses misent sur un développement important des secteurs de santé et d'action sociale pour les quinze ou vingt ans à venir, y compris en terme d'emploi. Une fois levé « l'obstacle » d'un financement socialisé, cette croissance prend un tout

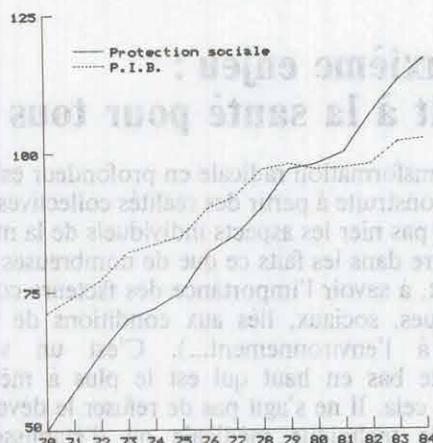
Evolution du pouvoir d'achat des prestations sociales

	Taux de croissance annuels		Variations 1978-1983 1973-1978
	1973-1978	1978-1983	
Santé	7,0	2,8	- 60 %
Maternité-Famille	3,5	3,2	- 7 %
Emploi	32,5	16,3	- 50 %
Vieillesse-Survie	8,6	3,4	- 60 %
Total	7,9	4,2	- 47 %

Tableau 1

Evolution en francs constants Indice base 100 année 1980

P. I. B. ET DEPENSES DE PROTECTION SOCIALE
Evolution en frs constants Base 100:1980



Graphique 1

autre sens dans le cadre d'une économie capitaliste : la création de nouveaux débouchés pour la rentabilisation de capitaux. Serait-ce le prix à payer pour obtenir une meilleure couverture des besoins, s'interrogent certains ? Quelle erreur ! L'organisation du système de soins est loin de permettre une véritable égalité dans le droit à la santé, mais l'existence d'un financement socialisé représente un garde-fou essentiel. La suppression de ce verrou aurait pour conséquence immédiate une accentuation qualitative des inégalités face à l'accès aux soins, avec des filières « royales », des filières de « second ordre » et de plus en plus d'exclus. La situation des Etats-Unis, citée en exemple par les plus libéraux, est révélatrice. C'est le pays industrialisé où la part des dépenses de santé dans le PIB est la plus forte, où la couverture sociale collective est la plus faible, et où 30 % de la population ne bénéficie même pas d'un droit minimal à la santé.

Si nous voulons mieux répondre aux besoins de santé, il nous faut d'abord prendre le contre-pied systématique des projets libéraux. En premier lieu, il s'agit d'étendre la protection sociale collective, unique, pour tous et toutes. L'objectif de la gratuité totale dans l'accès aux soins reste essentiel. Mais cela étant posé, et bien posé, nous n'avons pas la naïveté de croire que de cette

Evolution de la part relative des dépenses

	1960	1970	1980
Santé	34,1 %	37 %	35,5 %
Vieillesse	35,1 %	41,7 %	42,7 %
Chômage/Emploi	1,33 %	2 %	7 %
Famille/Maternité	29,4 %	18,8 %	14,6 %

Tableau 2

façon l'égalité devant la santé se réaliserait naturellement. Le système de soins reste inégalitaire et les critères culturels, sociaux, jouent à plein.

Le deuxième enjeu : le droit à la santé pour tous

Une transformation radicale en profondeur est indispensable, construite à partir des réalités collectives. Nous ne voulons pas nier les aspects individuels de la maladie, mais traduire dans les faits ce que de nombreuses études démontrent, à savoir l'importance des facteurs collectifs (économiques, sociaux, liés aux conditions de travail, d'habitat, à l'environnement...). C'est un système construit de bas en haut qui est le plus à même de répondre à cela. Il ne s'agit pas de refuser le développement de la technique médicale ou d'établissements hospitaliers spécialisés ou non.

Par contre, le système de soins doit reposer sur un réseau de structures décentralisées (centres de santé) assurant tout à la fois les soins, la prévention et l'information. Pour être efficace, il est nécessaire que la gestion en soit confiée aux usagers, à partir des lieux d'habitation et de travail.

Un tel projet implique en priorité :

- L'extension de la protection sociale collective et par là même le dégagement de nouvelles ressources pour la santé.
- La suppression de tout mode d'exercice libéral (médecine de ville, cliniques lucratives...) et donc la suppression du paiement à l'acte.
- La création de droits pour les usagers, leur permettant un réel contrôle sur l'ensemble du système.

Cela veut dire s'attaquer tant au pouvoir médical qu'aux puissants groupes et secteurs pour lesquels la santé est avant tout source de profits. Faut-il préciser que tout recul vis-à-vis de la situation actuelle nous éloigne un peu plus de ces objectifs ? C'est sans aucun doute l'un des enjeux majeurs des années à venir.

Graphique 1

autre sous dans le cadre d'une économie centralisée : la création de nouveaux déboursés pour la rationalisation de capitaux. Serait-ce le prix à payer pour obtenir une meilleure couverture des besoins ? Interrogation certaine ? Quelle est l'organisation du système de soins ? Il faut de permettre une véritable égalité dans le droit à la santé, mais l'existence d'un financement socialisé est-elle un garde-fou essentiel. La suppression de ce dernier nous pourrions connaître immédiatement une accélération des dépenses des maladies face à l'absence de soins, avec des « filières » royales, des filières de « second ordre » et de plus en plus d'accès. La situation des États-Unis, avec un accès par les plus riches, est révélatrice. C'est la part industrialisée ou la part des dépenses de santé dans le PIB qui la plus forte, ou la couverture sociale collective est la plus faible, et on se rend compte de la situation de santé même pas d'un droit minimal à la santé.

Si nous voulons nous répondre aux besoins de santé, il nous faut d'abord prendre le contre-pied de l'industrialisation des soins libéraux. En premier lieu, il s'agit d'étendre la protection sociale collective, unique pour tous et tous. L'objectif de la garantie totale dans l'accès aux soins reste essentiel. Mais cela étant posé, et bien sûr, nous n'avons pas la notion de croire que de cette

Évolution de la part relative des dépenses

	1969	1970	1980
France	32,2 %	37,8 %	44,1 %
Allemagne	40,7 %	41,7 %	37,1 %
Canada/États-Unis	7,2 %	7,2 %	13,3 %
Italie/Japon	14,8 %	18,8 %	29,4 %

Tableau 2

Évolution du pourcentage des prestations sociales

	Taux de prestations sociales	
	1973-1974	1975-1980
France	7,0	5,8
Allemagne-Japon	11,2	7,2
États-Unis	12,2	10,2
Allemagne-Royaume-Uni	8,6	3,4
Italie	7,9	11,2

Tableau 3

Les politiques de santé de M. Debré à E. Hervé

Pierre MORANE

LES politiques de santé sont étroitement liées aux politiques sociales et économiques. Jusqu'à la Première Guerre mondiale, cette question est envisagée comme marginale et plus précisément comme une question d'ordre public. Jusqu'à 1920, c'est le ministère de l'Intérieur qui assure la tutelle des hôpitaux. Les massacres causés par la guerre de 1914 conduisent à la création d'un ministère de l'Hygiène et de la Santé publique. Mais, mises à part quelques lois d'assistance et la première loi sur les assurances sociales en 1930, le bilan de l'entre-deux guerres en la matière est très faible. Le Front populaire fera l'impasse sur ces questions. Toute une partie du mouvement ouvrier (CGTU, PC) est hostile à toute idée de prévoyance collective institutionnelle. Il faudra attendre 1945 pour voir se mettre en place un système de protection sociale global. La rupture avec le libéralisme en la matière semble définitivement consommée tellement le consensus est large pour créer la Sécurité sociale.

1958 : Le tournant

L'existence de la Sécurité sociale créait les conditions d'une expansion des secteurs de santé. L'accès aux soins n'est plus principalement lié à la solvabilité des personnes. Pour autant, on cherchera vainement la mise en œuvre d'une politique de santé sous la IV^e République. Ce sont les cliniques lucratives et les médecins libéraux qui, dans les années cinquante, seront les grands bénéficiaires de l'existence de la Sécurité sociale.

La V^e République va modifier radicalement le contexte. C'est par ordonnances puis par décrets que le gouvernement va introduire une véritable rupture.

Les ordonnances de 1958 vont instituer les CHU, le plein-temps hospitalier. Les décrets de 1962 vont assurer les conventions médecins caisses de Sécu et le renforcement de la tutelle de l'Etat. Il faut souligner que ces mesures sont loin de déchaîner l'enthousiasme des médecins. Ceux-ci dénonceront la tentative de « fonctionnarisation de la médecine ».

L'Etat fort va donc réussir là où la IV^e République avait échoué, à savoir le développement d'une politique de santé répondant aux exigences nouvelles de l'économie capitaliste. Les mesures de 1958 illustrent le rôle de plus en plus prépondérant que va jouer l'Etat dans ce domaine.

De 4 % du revenu national en 1950, les dépenses de santé passent à 7 % en 1980. Un rythme de croissance de 8 % par an est envisagé pour la décennie qui s'ouvre.

La plupart des économistes de l'époque pensent que les problèmes financiers de la Sécurité sociale sont passagers et que l'économie pourra y répondre par son expansion. Mais ce joyeux « optimisme » ne dura pas. Dès 1963, le Premier ministre, G. Pompidou, s'inquiète de cette croissance et prévoit de la ralentir dans le V^e Plan (1966-1970). Si tout le monde est d'accord pour constater la croissance des dépenses de santé ; l'analyse des causes traduit, elle, de profondes divergences.

La croissance des dépenses de santé : profits et inquiétudes !

La dramatisation de la croissance des dépenses de santé a une fonction de désinformation et de culpabilisation des usagers.

Il ne s'agit pas de nier cette croissance, mais d'en comprendre les facteurs. Tout d'abord, il faut rappeler le retard accumulé en France entre les deux guerres et jusqu'au début des années soixante. Le premier facteur qui va jouer est celui notamment du volume de la population : population plus nombreuse (effet du « baby boom »), population mieux couverte (99 % des habitants sont pris en charge par un régime de Sécurité sociale), population qui aspire légitimement à un véritable droit à la santé, population qui, en vieillissant, voit ses besoins et ses demandes s'accroître.

Par contre, les prix des actes médicaux n'ont augmenté que de 6,8 % en moyenne entre 1950 et 1974 (hausse générale des prix de 5,8 % pour la même période). Après 1974, leur hausse a toujours été inférieure à la hausse générale des prix.

Mais il faut en venir au « plat principal » : l'hôpital, qui est devenu la cible numéro un des attaques contre la santé.

La réforme de 1958 va permettre un développement considérable du parc hospitalier autour de trois axes :

- un vaste programme de construction d'hôpitaux neufs ; programme qui va se concrétiser surtout dans les années soixante-dix (il faut dix ou quinze ans entre la conception et l'ouverture d'un hôpital) ;
- l'humanisation, par la suppression des salles communes (la première circulaire sur ce point paraîtra en 1959) ;
- la technicisation accélérée des établissements et la hiérarchisation stricte des hôpitaux, suivant l'importance de ce qu'on va appeler le plateau technique, c'est-à-dire

Dossier

l'ensemble des techniques dont un hôpital dispose. D'où, là aussi, un premier facteur de volume qui s'est traduit par un meilleur accès aux soins, comme en témoigne la hausse continue du nombre d'entrées, indicateur qui mesure le nombre de personnes qui ont recours à l'hôpital, quelle que soit la durée de leur séjour (ce qui est un autre problème).

Mais c'est l'augmentation du capital technique des hôpitaux qui va constituer le facteur déterminant. En 1980, l'investissement technique de l'ensemble du parc hospitalier est égal à l'investissement en bâtiments, alors qu'en 1958 il n'en représente que 23 %. De plus, alors qu'on assiste à un net ralentissement des constructions, l'investissement technique continue à croître à un rythme de 5 à 6 % par an, et qu'il est de plus en plus coûteux (à peu près l'équivalent de deux ans de fonctionnement pour un hôpital moyen) avec des durées d'amortissement de plus en plus courtes (vingt ans pour un bâtiment, trois à cinq ans pour un équipement).

Un des problèmes majeurs est que, loin de favoriser une économie sur les charges de fonctionnement, cet investissement accroît les besoins en personnel. De 50 % du budget d'un hôpital dans les années soixante, les charges de personnel atteignent aujourd'hui les 70 %. Autrement dit, il n'y a pas de substitution capital-travail induisant des économies substantielles. Au contraire : la prépondérance des techniques médicales accentue la concentration des établissements et la croissance des qualifications du personnel, médical et non médical. Cet « effet qualification » a joué pour plus du quart de l'augmentation des charges de personnel entre 1968 et 1978.

Cette évolution va permettre à de nombreux secteurs capitalistes de se développer, de trouver des débouchés et d'assurer ainsi des profits confortables.

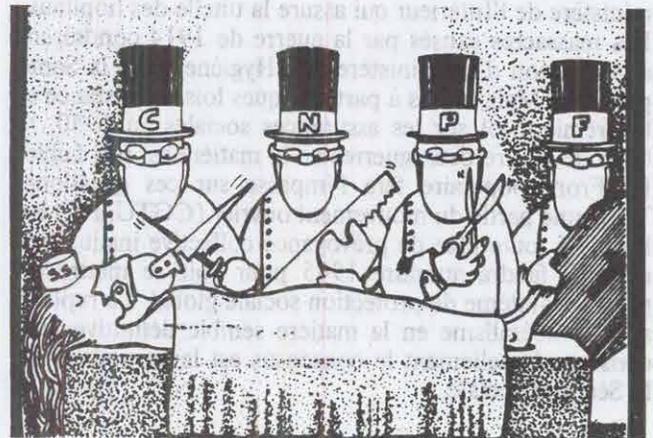
De la rationalisation des choix budgétaires à la crise

Mais, ce qui est profit pour quelques secteurs capitalistes ne l'est pas forcément pour l'ensemble des capitalistes. Pour la majorité d'entre eux, la Sécurité sociale et les dépenses de santé sont synonymes de charges salariales et de dépenses improductives. L'Etat bourgeois va se retrouver au cœur de cette contradiction. C'est cela qui permet de comprendre que les gouvernements successifs vont souvent donner l'impression d'hésiter ou de naviguer entre deux eaux, alors qu'il s'agit plutôt de la gestion d'une contradiction du système. Cela s'avèrera d'autant

plus difficile que le mouvement ouvrier reste mobilisé sur ces terrains et que, malgré quelques reculs, il a pu contrecarrer les principales attaques contre le droit à la santé.

Dès le milieu des années soixante, l'Etat cherche à maintenir la réalisation de profits, au moindre coût. C'est donc sur le financement, c'est-à-dire sur la Sécurité sociale, que l'Etat va jouer. Les ordonnances de 1967 sur la Sécu marque nettement cette volonté.

En 1968, on parle des profits médicaux pour tenter de contrôler les dépenses des médecins libéraux. La réforme hospitalière de 1970 sera une nouvelle tentative de rationalisation. C'est à ce moment qu'un certain nombre d'économistes se demandent si la croissance des dépenses de santé n'est pas le fruit d'une offre de soins surdimensionnés. Mais cette problématique ne va pas s'imposer tout de suite. En 1974, les crédits de la santé augmentent de 2,7 % alors que le budget de l'Etat n'augmente que de 12,7 %. Giscard n'est pas pressé d'imposer une politique de restriction. Jusqu'en 1976-1977, il y aura de fait un consensus pour ne pas



trop faire subir aux secteurs de santé les rigueurs de la crise économique qui démarre.

Entre 1979-1980, quarante-quatre hôpitaux neufs seront ouverts (vingt et un mille lits). Dans cette période, les mesures gouvernementales visent pour l'essentiel à augmenter les recettes par l'augmentation des cotisations (surtout celles des salariés).

En 1973 et 1980, la part salariée directe (prise directement sur le salaire) passera de 22 à 25 %, celle des entreprises (salaire différé) de 72 % à 68 %.

En août 1976, R. Barre devient Premier ministre. Il ne veut plus agir sur les seules recettes mais aussi sur l'offre de soins et sur les volumes.

Le plan du 25 juillet 1979, préparé par J. Barrot, sanctionne cette politique. Les hôpitaux sont dès lors soumis à une enveloppe globale limitée par l'augmentation du PIB. En décembre, une loi permettra au gouvernement de fermer des lits et des hôpitaux en passant par-dessus l'avis des intéressés. Cette politique se heurtera à des mobilisations importantes en 1980.

10 mai 1981 : Un espoir vite enterré

Les quelques mesures contenues dans les cent-une propositions et dans les tout premiers discours d'inten-



Grévistes de Sainte-Anne devant la mairie du XIV^e arrondissement.

tion de Questiaux ont vite été enterrées. Même si cela était insuffisant, il y avait certains aspects positifs (centres de santé, dissolution de l'Ordre).

◆ Nicole Questiaux ne veut pas être le ministre des Comptes... jusqu'à novembre 1981, où est adopté le premier plan de rééquilibrage de la Sécurité sociale. Le 19 juin 1982, c'est Bérégovoy qui reprend les affaires en main. J. Ralite restera jusqu'au 22 mars 1983 à la Santé. Son programme, les mesures qu'il prendra traduiront assez bien les limites des projets du PC et du PS : discours d'intention (tour de France...), élargissement des droits syndicaux, timides créations d'emplois (18 000 environ pour 1981-1982, y compris 1 500 postes de médecin), volonté d'agir sur la reconquête du marché intérieur, valorisation de la technique et surtout réaffirmation de la volonté de ne pas mettre en cause la médecine libérale (voir la charte de la santé).

Les demi-mesures prises vis-à-vis de médecins provoquent une réaction vive, devant laquelle le gouvernement reculera.

◆ Le plan Bérégovoy du 21 juillet 1982 traduit la politique d'austérité. Ce plan présente d'étranges similitudes avec le plan Barrot du 29 juillet 1979 : suppression de certains remboursements, suppression des budgets supplémentaires pour les hôpitaux.

Le plan est complété le 22 septembre avec notam-

ment l'instauration du forfait hospitalier. C'est la rationalisation de l'offre qui devient la priorité. Les quelques aspects positifs des propositions de mai 1981 sont gommés définitivement (exemple des centres de soins).

Il n'est pas question de toucher aux mécanismes de profit sur la santé, ni à la sacro-sainte médecine libérale. Au contraire, la rationalisation et l'austérité se sont accompagnées d'une volonté de rentabilisation de certains secteurs. Les investissements de haute technicité se sont même accélérés dans certains domaines.

Vers un ultra-libéralisme ?

Bérégovoy s'est toujours défendu de vouloir instaurer une Sécu et, au-delà, une santé à plusieurs vitesses. Et pourtant, à l'heure des bilans, nous devons constater que l'espace pour le développement du libéralisme, ouvert dès les années soixante-dix, s'est agrandi. Sous l'impulsion d'un rocardien, directeur des hôpitaux, J. Kervasdoué, l'ère des directeurs « managers » s'est ouverte. Gérer l'hôpital comme n'importe quelle entreprise, voilà le credo moderne autour duquel un consensus semble se réaliser, dont les travailleurs ne peuvent faire que les frais.

Pierre Morane

La « gauche » et l'hôpital public : un lourd bilan

François DIETRICH

DANS les années soixante-dix, le Parti socialiste, le Parti communiste, les directions syndicales s'étaient fait les champions de la défense de « la santé » et de la protection sociale. Il n'y avait malheureusement pas là qu'une simple défense, élémentaire, du droit des travailleurs à se soigner dans de bonnes conditions. En même temps que ce discours de « défense des acquis », on justifiait le modèle capitaliste de santé développé dans les décennies précédentes.

A l'époque du Programme commun, tous ceux qui à gauche tentaient non seulement de défendre les acquis sociaux, mais aussi de promouvoir l'idée d'une autre médecine, d'une autre santé basée sur le contrôle des usagers et sur la rupture d'avec « l'hospitalo-centrisme » se voyaient taxés par les partis et syndicats traditionnels de partisans du Moyen Age et d'ennemis du « progrès », au même titre que les écologistes qui dénonçaient le nucléaire.

Dans les années 1979-1980, le Parti socialiste s'était certes, comme dans d'autres domaines, ouvert tardivement à une réflexion nouvelle en matière de santé. Mais le vernis nouveau était trop superficiel. Précisément parce qu'elle n'avait aucune logique alternative à défendre en matière de santé, la gauche allait, en moins de temps qu'il n'en faut pour le dire, abandonner au nom du « réalisme » le veau d'or qu'elle adorait la veille.

La droite peut se frotter les mains : dans tous les domaines, la gauche a effectivement fait à l'hôpital « le sale boulot ».

Les dépenses hospitalières : mythes et réalités

Pierre Morane a raison de le souligner plus haut : c'est parce que l'économie capitaliste est en crise que la réduction des dépenses hospitalières est à l'ordre du jour alors qu'elles favorisaient la croissance hier. Mais on a souvent tendance à en déduire que la croissance des dépenses hospitalières dans les dernières décennies est *ipso-facto* justifiée : ce n'est pas si simple.

Car il y a bien eu, à la fin des années cinquante et dans les années soixante, l'institution d'un mécanisme pervers. La croissance capitaliste et l'innovation scientifique ont conduit les Etats bourgeois à investir massivement dans le secteur de la santé publique. Non par philanthropie, mais parce que, comme pour le nucléaire quinze ans plus tard, bâtir un secteur public fort était encore le meilleur moyen d'assurer un débouché auto-

matique à une kyrielle de firmes du secteur privé et... à la médecine privée elle-même. Et ce, d'autant plus en l'occurrence, que le secteur public bénéficiait d'une clientèle assurée et dont la solvabilité devenait quasi automatique par l'extension de la protection sociale.

La « croissance sauvage » apparaissait dans ces conditions inéluctable (tableau 1) et les technocrates capitalistes qui la dénoncent à présent pour justifier l'austérité en matière de santé oublient de rappeler que c'est le système capitaliste lui-même qui en est l'initiateur, et certainement pas la protection sociale aujourd'hui remise en cause. D'ailleurs, les experts les plus honnêtes le soulignent depuis de nombreuses années¹.

Qui n'a pas en effet connu les coûteuses journées d'hospitalisation qui s'accumulent dans la simple attente d'un examen pour justifier l'occupation des lits ? Qui n'a connu les accroissements inconsidérés des dépenses en matière de médicaments, sous la pression des trusts pharmaceutiques ? Qui serait aujourd'hui réellement en mesure de justifier les dépenses d'imagerie médicale (scanners, échographies, et bientôt résonance magnétique) ? Qui ne connaît les sommes considérables dépensées pour le transport des malades dans les « grands » hôpitaux, faute de structures de soins décentralisées proches du domicile des malades ?

Si le mouvement ouvrier et syndical est aujourd'hui désarmé pour répondre à l'austérité capitaliste, c'est qu'il n'a pas non plus su dénoncer sa gabegie d'hier et d'aujourd'hui. Si l'on veut combattre efficacement le discours « libéral », il faut s'attaquer au mal dans toutes ses dimensions : l'austérité d'aujourd'hui s'appuie dans ses justifications sur les dépenses anarchiques d'hier.

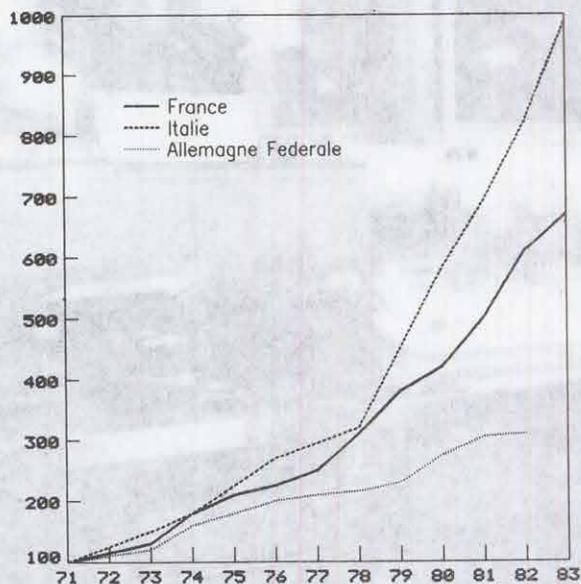
La gauche au pouvoir avait les moyens d'une telle politique. Mais dans tous les domaines son absence de projet alternatif a laissé le champ libre aux technocrates de gauche ou de droite.

Les alternatives à l'hospitalisation : le projet enterré

Les débats au sein de la gauche, avant mai 1981, avaient pourtant jeté les bases d'un tel projet alternatif : il s'agissait de réduire la place de l'hôpital au profit de structures de prévention, de dépistage et de soins légers, adaptées aux conditions locales, gérées paritairement par les usagers, les collectivités locales, le personnel soi-

EVOLUTION DES DEPENSES TOTALES DE SANTE

Source: OCDE 1971:base 100



gnant. Bien que la perspective des « alternatives à l'hospitalisation » restait inscrite dans les travaux préparatoires au IX^e Plan², le projet de centres de santé intégrés (CSI) avait déjà disparu. Un seul aura été mis en place sur initiative gouvernementale, à Rennes en 1982. Mais immédiatement, les autres projets furent enterrés devant le tollé et la mobilisation des « syndicats » de médecins libéraux. Car, de fait, un tel projet impliquait une rupture avec la médecine payée à l'acte au profit d'une concertation entre les différents partenaires sur la régulation des activités des centres. Elle impliquait la mise en place d'une véritable planification des dépenses de santé, au travers de procédures d'évaluation et de décisions démocratiques à l'échelon local, régional et national : tout autre chose que le système libéral-commercial. La logique politique était claire... et trop peu « réaliste » dans la logique capitaliste. Aussi, depuis lors, le bilan est clair ; rien n'a été fait de sérieux dans le domaine des alternatives à l'hospitalisation.

La politique de réduction des lits des hôpitaux publics pouvait aller dans le bon sens : à condition qu'en contrepartie, on développe en aval les structures d'accueil de moyen séjour pour les personnes âgées et en difficulté, les hospitalisations à domicile, et en amont les CSI. Les excédents en personnel soignant qui pouvaient être dégagés grâce aux économies dans les grands hôpitaux devaient être répercutés en direction de ces structures. Il n'en a rien été : le discours sur « les économies » s'est transformé en pure logique comptable, en réduction de la capacité globale de soins.

La « départementalisation » : adieu à la démocratie

La médecine, et tout particulièrement la médecine hospitalière, est une des institutions sociales qui fonctionne encore largement sur un mode féodal. Les « patrons » choisissent leurs pairs et règnent sur le personnel infirmier. Or, le caractère complexe de la médecine

moderne implique chaque jour des équipes pluridisciplinaires, complémentaires, et dans lesquelles le personnel soignant joue un rôle technique et humain incomparablement plus important que dans les décennies précédentes. L'aspiration à une véritable gestion démocratique des hôpitaux était évidente au lendemain de 1981. Là aussi, on attendait le « changement », et ce serait une méprise de croire que cette aspiration était limitée au personnel soignant. Pour ne prendre que cet exemple, un sondage réalisé par le fort peu progressiste *Quotidien du médecin* à la veille de l'élection présidentielle avait montré que le vote Mitterrand était majoritaire dans les salles de garde des hôpitaux parisiens.

Le premier projet de « départementalisation », élaboré par le ministre Questiaux, allait dans le sens d'une telle aspiration. La notion de « chef de service » était remplacée par celle de département au sein duquel un conseil était élu par les différentes catégories de personnel. Même si les médecins y gardaient un rôle prépondérant, un fonctionnement collégial était prévu et le responsable du département pouvait même être choisi au sein du personnel infirmier. Il n'aura fallu qu'une simple campagne de presse du lobby médical réactionnaire — « Solidarité médicale » — dénonçant l'instauration de « soviets » dans les hôpitaux — pour que la « gauche » fasse machine arrière. Le projet fut retiré et il fut pour beaucoup dans le limogeage de Nicole Questiaux et de Jack Ralite. Un second projet prévoyait encore un conseil de département, mais avec des médecins nécessairement majoritaires et un avec un responsable de département médecin... nommé par le préfet.

De fil en aiguille, chaque reculade en appelant une autre, tout projet de départementalisation fut abandonné. Les services « patronaux » ont encore de beaux jours devant eux.

Le gouvernement de gauche a porté la confusion à son comble en tentant de donner à la notion de « départementalisation » une dimension financière ; chaque département aurait été responsable de la gestion de son budget. Mais ce budget lui-même n'aurait été décidé *a priori* que par les seules autorités administratives sur la base d'une politique drastique de « réduction des dépenses ». Il aurait été ainsi possible de faire porter au corps médical et au personnel soignant la responsabilité de la gestion de pénurie. Désormais, la droite médicale, au nom d'arguments élitistes, et les franges de gauche des médecins hospitaliers sont unis dans le refus d'une telle « départementalisation ». La démocratie a pris dix nouvelles années de retard à l'hôpital public.

La gestion « reaganienne » à l'ordre du jour

Ce que la droite n'osait pas faire, la gauche l'a fait : ce qui est vrai dans tous les domaines l'est aussi dans la gestion des hôpitaux.

Jusqu'en 1982, ceux-ci étaient financés pour l'essentiel sur la base des actes effectués et en particulier au prorata du nombre de malades hospitalisés, sur la base d'un « prix de journée » forfaitaire adapté à chaque type de service. En l'absence de tout contrôle démocratique, la pente naturelle pour chaque hôpital était naturellement de multiplier les hospitalisations et les soins, sans lien direct avec leur nécessité sociale.



Des investissements techniques de plus en plus coûteux...

C'est désormais la logique du « budget global » qui s'applique : chaque établissement reçoit en début d'année une enveloppe équivalente au budget de l'année précédente, augmentée du taux de l'inflation. Chaque établissement gère comme il le veut cette enveloppe, mais ne doit pas la dépasser. Une telle logique est aussi pernicieuse que la précédente : elle interdit en pratique toute amélioration des soins qui s'avérerait trop coûteuse. Elle pousse partout à la compression de personnel qui représente le poste de dépense le plus important.

Cette logique est inexorable et a conduit dans les derniers mois du gouvernement de gauche à élaborer des projets la menant à son terme : il s'agit du « projet de médicalisation des systèmes d'information » (PMSI) et des « groupes homogènes de malades » (GMH).

Que se cache-t-il derrière ces termes barbares ? En gros, à l'aide de l'informatique, il s'agit de codifier chaque maladie et les soins qu'elle implique de façon stricte, y compris dans ses coûts. Chaque hôpital ne pourra, dans son fonctionnement, dépasser, pour le traitement de telle ou telle affection, le coût moyen de ce traitement à l'échelle nationale.

Cette brillante idée est directement importée des USA, où le Congrès américain l'a appliquée au système Medicare, sorte d'assurance sociale d'adhésion volontaire. Or, après quelques années de fonctionnement, le caractère réactionnaire de cette mesure apparaît dans toutes ses dimensions : incitation à recruter les médecins les moins « dépensiers », absence de prise en compte du degré de gravité d'une affection donnée pour laquelle le coût des soins peut varier dans une proportion de 1 à 10, découragement de toute innovation et de toute recherche³.

Le scandale du « budget global » est encore plus manifeste quand on sait qu'il est réservé aux seuls hôpitaux publics : le gouvernement de gauche, dans sa courageuse démarche de rigueur, n'a pas été jusqu'à l'étendre aux cliniques privées qui se voient ainsi largement favorisées. Si une telle politique se maintenait, c'est à un véritable dessèchement du service public auquel on assisterait, au profit, c'est le cas de le dire, du secteur

privé. Il ne resterait alors sans doute plus qu'à faire subir aux hôpitaux publics exsangues le sort de TF 1 !!

L'enjeu des prochaines luttes

Tout l'annonce donc : les prochaines années seront celles de luttes pied à pied dans les hôpitaux publics, que ce soit dans le domaine des effectifs ou de la qualité des soins.

Le mouvement ouvrier traditionnel, politique et syndical, a échoué ; tant dans sa défense de la croissance capitaliste que dans son adaptation sans retenue à la gestion de la pénurie et à l'austérité.

Les luttes qui s'annoncent ne peuvent se contenter d'une défense revendicative des acquis ; il doit s'y ajouter un véritable *projet alternatif*, jetant les bases d'une planification démocratique de la santé associant les médecins, le personnel soignant, les usagers. Ce n'est qu'à ce prix que les futures luttes seront crédibles aux yeux de la masse des travailleurs de la santé et vis-à-vis de la population en général.

L'idée des centres de santé doit être reprise et approfondie.

Celle des « départements » hospitaliers doit être élargie ; la Sécurité sociale doit revenir aux mains de ceux qui la financent : les travailleurs. Car il n'y a pas dans la santé, comme dans d'autres domaines, de solution « technique » ou « économique » à la crise, mais une réponse politique : aux travailleurs de décider selon leurs intérêts.

François Dietrich

1. Rapport de la Commission protection sociale et famille, Documentation française, CGP (préparation du VIII^e Plan, Paris 1980, p. 15 et suivantes).

2. Rapport du groupe Long terme et avenir de la protection sociale : L'avenir de la protection sociale, préparation du IX^e Plan, Documentation française, Paris, 1983.

3. Manifeste du Syndicat de la médecine hospitalière SMH, sur PMSI, GHM, contrôle médical hospitalier de la Sécurité sociale, SMH, Créteil, 1986.

soins malgré toutes les imperfections, les effets pervers, l'absence de contrôle démocratique des travailleurs sur la gestion, etc. De ce fait, la bourgeoisie hésite à s'attaquer de front à un dossier politiquement explosif. L'ensemble de ces données permet de comprendre les choix vers lesquels semble s'orienter le gouvernement actuellement :

- ◆ Autoriser la mise en place d'un système d'assurance maladie privée, en faisant sauter progressivement tous les obstacles réglementaires.
- ◆ Diminuer les taux de remboursement, mesure introduite par le précédent gouvernement sous prétexte d'équilibrer les comptes et de boucher le trou, incitant par ce biais à se tourner vers les assurances privées.

A la place de la grande réforme, nous avons affaire à une tentative d'opérer en douceur, par glissements successifs... D'où l'enjeu décisif que constitue la défense pied à pied de la Sécurité sociale pour les travailleurs et leur famille.

Roland Lejeune

Deux exemples de développement de l'assurance maladie privée

Depuis janvier 1983, le DKV, société spécialisée dans l'assurance maladie en RFA, propose ses contrats aux Français.

Le marché potentiel : les quelque soixante milliards de francs non pris en charge par l'assurance maladie et les mutuelles.

Grâce à une carte et à un lecteur, le médecin ou le pharmacien se font payer directement par DKV en fonction des garanties souscrites par le patient. Evidemment, comme pour les baignoles, un système de bonus/malus est envisagé !

Début 1986, la Llyods continental met en vente une carte de 89 à 103 francs par mois, permettant de couvrir le ticket modérateur, les dépassements d'honoraires, avec possibilité de paiement direct des praticiens par la compagnie.

De même, la grande réforme, nous avons affaire à une tentative d'opérer en douceur, par glissements successifs... D'où l'enjeu décisif que constitue la défense pied à pied de la Sécurité sociale pour les travailleurs et leur famille.

Tous ces deux projets démontrent la Sécurité sociale dans son principe même, permettant de réduire la part sociale, d'individualiser le risque face à la maladie, d'offrir un cadre pour l'investissement et d'être prêt à transformer la santé en un bien marchand dont l'accès dépendrait du pouvoir d'achat de chaque individu.

Même comme beaucoup de pays riches, ceux-ci se heurtent à de nombreuses contradictions. La principale d'entre elles est au stade même que constitue la santé. Elle est une partie (c'est nous qui soulignons) de la vie, elle est inséparable des relations sociales, elle est donc une affaire sociale. C'est effectivement le principal obstacle à la mise en place d'un système de santé qui ne soit pas une affaire sociale. La santé n'est pas une affaire sociale, elle est une affaire sociale. La santé n'est pas une affaire sociale, elle est une affaire sociale. La santé n'est pas une affaire sociale, elle est une affaire sociale.



En 1987, il y avait déjà vingt ans que l'on avait tenté d'introduire le mode de gestion en commun de la Sécurité sociale. L'expérience avait été un échec. L'État n'a cessé d'intervenir, en limitant les taux de cotisations, les taux de remboursement, etc.

Des le début de la crise économique, les attaques redoublent contre le système de Sécurité sociale, notamment contre la forme de financement des ressources par la cotisation. En effet, durant en période d'expansion, la Sécurité sociale est financée par la cotisation sur la base du salaire. En période de crise, le système de la Sécurité sociale se heurte à un obstacle pour la bourgeoisie, au moins à deux niveaux.

De la même manière que le patronat refuse la crise pour presser et réduire le salaire direct, il est intéressé à la phase de salarisation indirecte qui constitue les dépenses de la Sécurité sociale. Les économistes, c'est le sens de la conjonction, ont toujours soutenu que les limitations budgétaires sur les charges sociales de la Sécurité sociale ont été le résultat des pressions obligatoires.

Ce système, qui repose globalement sur la solidarité collective, est un obstacle à la génération massive du capital privé et de ses méthodes dans le domaine de la santé. C'est ce qu'il faut entendre par la santé « marchandise » comme une autre, avec une logique de profit. C'est le sens de la tendance accentuée ces dernières années à faire pénétrer dans les hôpitaux publics les méthodes de gestion capitalistes, les notions de productivité, de rentabilité, ainsi que les niveaux élevés de rendement (notamment les cliniques).

C'est également le sens de tout l'effort idéologique déployé pour rendre en cause l'aspect de « socialisation » des dépenses de santé au profit de l'individualisation des dépenses et à son coût. Ainsi peut-on comprendre les multiples déclarations de la droite sur le libre-échange, la liberté des prix de santé et les différents systèmes proposés pour la couverture sociale.

Tous les programmes de la droite convergent vers un système double :

- ◆ D'un côté un système de base pour les « gros risques » avec cotisations obligatoires pour tous, jusqu'à un certain plafond (en gros : une Sécurité sociale).

Les luttes dans la santé : un nouveau paysage

Pascal BLAISE

La politique de santé : une question fondamentale dans les rapports entre les classes. Sont en jeu non seulement la situation propre des travailleurs et travailleuses de la santé (600 000 hospitaliers publics et quelques centaines de milliers dans le privé et le secteur social), mais aussi celle de l'ensemble des travailleurs en tant qu'usagers.

Le système de santé tend de plus en plus à se scinder en une médecine à deux vitesses, qui ne laisse aux usagers les plus démunis que le choix entre l'impossibilité de se soigner et la contrainte de payer toujours plus cher leur santé. Dans ces conditions, l'illusion d'une politique de santé qui aurait été la vitrine d'une volonté progressiste a vécu : il est revenu à la social-démocratie d'apparaître ces dernières années comme le vecteur principal de la « modernisation » et de la « rentabilisation des coûts de santé ».

Par rapport à cet enjeu des luttes de classes qu'est la santé, c'est la bourgeoisie qui est aujourd'hui à l'offensive. Faire fonctionner les hôpitaux comme des entreprises soumises aux normes de la concurrence, balayer totalement les acquis des travailleurs du secteur et les droits des usagers ; telle est sa politique et le programme de ses principaux partis, le RPR et l'UDF.

Il s'agit donc pour les travailleurs de la santé et les travailleurs usagers de construire un rempart efficace face à ces mauvais coups. Condition pour repartir à la conquête de nouveaux droits, moments dans la construction d'un système de santé sous leur contrôle collectif.

LES mobilisations pour un système de santé répondant aux besoins sociaux sont inévitablement d'abord celles des travailleurs de la santé eux-mêmes, parce que confrontés directement, quotidiennement, à la pénibilité, à la dégradation du travail et du service rendu. Pour eux et pour elles, l'hôpital ne saurait être un simple lieu de production, il soit servir l'humain.

Face à ces enjeux, une question se pose avec acuité : comment recréer l'unité des travailleurs ? Il convient de s'interroger sur la réalité dont on part après cinq années de gestion des affaires de la bourgeoisie par la gauche gouvernementale...

De nouveaux phénomènes

Au cœur de cette décennie un nouveau paysage se dessine, car la crise des syndicats traditionnels entraîne de nouveaux phénomènes : associations « corporatistes » (infirmières, aides-soignantes...), luttes qui démarrent en marge des syndicats à partir de leurs structures propres...

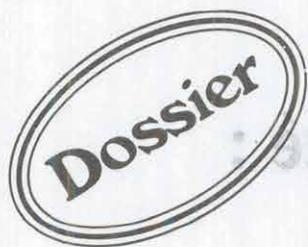
Si l'on devait brosser à grands traits les caractéristiques des travailleuses et travailleurs de la santé, il conviendrait d'abord de souligner qu'il s'agit d'un milieu essentiellement féminin (à près de 80 %).

Durant les années soixante, jusqu'à la crise en 1974-1975, les hôpitaux connurent une expansion importante. Si des luttes dures émergèrent alors, ce jeune secteur fut peu marqué par l'histoire du mouvement

ouvrier et par le poids du PCF. Avec la crise, face aux grandes manœuvres de la bourgeoisie, se combinèrent la faible politisation et la réalité d'un secteur extrêmement différencié (existence de multiples catégories et conventions, différences entre le privé et le public). Ces travailleurs subirent donc fortement les flux et reflux de la situation politique. On observe notamment, malgré une rigueur accrue dans les hôpitaux et le secteur social, une forte tendance à la désyndicalisation.

A partir de 1981, les syndicats traditionnels ont traversé une crise profonde. Car, confrontées à une austérité de gauche mise sur rails dès 1982, les fédérations syndicales ont refusé, chacune à leur manière, de construire la riposte. A cette date, Nicole Questiaux, « ne voulant pas être la ministre des comptes », partie, Ralite, ministre communiste de la Santé, met en place la réforme hospitalière. Pendant toute cette période, longue de trois années, la CGT s'est taillée des habits dont elle a bien du mal à se débarrasser aujourd'hui : ceux d'un syndicat instrument direct de l'appareil d'Etat au sein des hôpitaux. Après la sortie du PCF du gouvernement, ce ne sont pas les journées d'action mal préparées, le refus de l'unité d'action par l'appareil qui ont permis d'enraciner l'action en profondeur. Sur le plan interne, il en découle d'impressionnantes conséquences : conflits d'appareils, éclatement de la base militante, dont une partie est réceptive à la nécessité de la lutte et de l'unité¹.

Dans la CFDT, la coupure s'est accentuée entre un appareil national renforcé et la base. L'orientation de cette direction, l'une des plus discréditées de la CFDT,



est celle de la cogestion social-démocrate et de l'adaptation poussée à la crise. Le prix à payer pour une telle orientation est lourd : chute vertigineuse des adhérents, déclin de l'audience lors des élections professionnelles (- 3 % en 1983), crise des équipes militantes...

Quant à FO, superbe, elle ne met pas un orteil dans la rue... Elle apparaît comme essentiellement une organisation faible et très intégrée aux directions. De fait, le syndicalisme en général est perçu par la masse des travailleuses et travailleurs comme soutenant les mesures prises par le gouvernement de gauche. Et, bien loin de construire les leviers pour l'action contre les budgets insuffisants, la déqualification, les bas salaires, le déconventionnement, la précarisation, les problèmes d'emploi, le forfait hospitalier, etc., les bureaucraties syndicales ont surenchéri dans la division, sanctionné leurs structures jugées trop combatives, et cadenassé les perspectives d'une large mobilisation.

D'où le fait que de nombreux travailleurs se détournent des syndicats et que le syndicalisme sorte affaibli de la dernière période. Dans ce contexte, les directions hospitalières ne restent pas inactives. Elles tentent de tirer profit de cette situation en développant les cercles de qualité, lieu où la hiérarchie et les personnels élaborent les conditions de travail de demain. Le projet, encore embryonnaire, est d'intégrer le collectif des travailleurs en lui faisant intérioriser les besoins « supérieurs » de l'entreprise.

Au cours de ces années, les travailleurs de la santé n'ont pas vécu la politique menée par les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier comme une attaque généralisée contre eux. Il n'en reste pas moins que, là où des attaques précises ont été portées, des ripostes se sont organisées. Sans que pour autant un débouché plus vaste, plus favorable, en un mot, national, soit donné à ces luttes.

Les militants révolutionnaires, de nombreux syndicalistes unitaires n'ont pourtant pas ménagé leur peine pour s'efforcer de rendre crédible l'idée de ce nécessaire débouché d'ensemble. Prenons seulement deux exemples de cette volonté de ne pas rester l'arme au pied.

En octobre 1983, les travailleurs de l'hôpital psychiatrique de Villejuif, après vingt-quatre jours de grève, décidèrent en assemblée générale d'en appeler à la coordination de tous les hôpitaux... Cet appel resta sans réponse.

Au dernier trimestre 1984, confrontés à l'aggravation des mesures d'austérité préconisées par la circulaire Bérégovoy, des travailleurs de la santé et de l'action sociale d'Eure-et-Loir, syndiqués à la CGT, à la CFDT,

à FO ou non syndiqués, lancèrent à leur tour un appel. Malgré l'écho rencontré, cet appel n'a pourtant pas débordé du cadre régional. C'est au même moment que Evin, député PS, déclarait : « Il y a trop de rigueur dans les hôpitaux. »

La désorientation, la démobilisation, le recours plus fréquent à des solutions individuelles pèsent ici comme ailleurs. Comme pèse cette situation qui voit les partis de gauche aux leviers de commande et les organisations syndicales se porter garantes de leur politique. Pourtant, dans ce fade décor, ont surgi les signes d'une réelle disponibilité à l'action.

Les luttes des infirmières et des manipulateurs-radio

Au printemps 1984, les infirmières entrent en lutte et, en quelques jours, gagnent. Leur manifestation massive (près de quinze mille participantes) fait fonction d'électrochoc dans le monde hospitalier et surprend les organisations syndicales. Les années précédentes, seuls les étudiants en médecine et les internes avaient réussi de telles mobilisations. A l'origine de cette action spectaculaire : le 14 mars 1984, une remise en cause par le Conseil d'Etat, sous la pression des médecins biologistes, de l'exercice de la profession d'infirmière. Ces travailleuses ont donc exprimé leur refus de la déqualification et, plus fondamentalement, de la place qui leur est faite dans le processus de travail, contradictoire avec leur haut niveau de qualification. De ce point de vue, la situation demeure explosive.

En 1985, les manipulateurs-radio se mettent en mouvement. Fait nouveau qui distinguera cette mobilisation des luttes précédentes de 1974, 1978 et 1982 : elle se construit en partant de la base, hors des appareils syndicaux et, le plus souvent, en lien avec des secteurs syndicaux lutte de classes... Il s'agit d'une mobilisation sans précédent dans la santé.

Le 30 janvier 1985, une circulaire du directeur des hôpitaux supprime les congés spéciaux acquis par les personnels exposés aux radiations ionisantes. Cela signifie dans certains cas la perte d'un mois de congés annuels, la moyenne générale se situant entre une et deux semaines perdues.

Partie du Rhône, d'entrée de jeu, l'action fait surgir avec force, compte tenu de la dispersion des personnels, la nécessité de coordonner localement et régionalement les conflits. Les informations sur l'extension dans d'autres villes renforcent cette détermination à s'organiser pour une lutte qui soit autre chose qu'un feu de paille.

Les initiatives au plan local, les adresses aux élus se multiplient. Le succès de la coordination et de l'action au plan lyonnais, l'initiative de contacter toutes les salles de radio des hôpitaux pour agir en défense des acquis et préciser les revendications, débouchent sur une initiative nationale. Une coordination nationale réunit, à Lyon, quarante-huit établissements, dont dix-sept CHU-CHR. Elle ouvre la voie à la grève du 29 mai qui sera un succès : trois mille manipulateurs-radio manifestent ce jour-là, à Paris. Cette mobilisation, par sa puissance, a contraint les fédérations syndicales à soutenir, même si c'est souvent du bout des lèvres, et à participer aux initiatives adoptées par le mouvement. Elle a même entraîné la fédération CGT dans la rue le 29 mai.

Pour nombre de ces travailleurs, confrontés à ce qui constitue la première attaque de l'ensemble des personnels d'une catégorie au plan national, il s'agit de la première expérience de lutte collective. Quelles furent les politiques des directions syndicales ? Celle de la CGT s'efforça de noyer la revendication (le maintien de l'acquis) dans un fourre-tout revendicatif peu adapté et démobilisateur. Celle de la CFDT finit par combattre la revendication pour ne défendre que l'amélioration des conditions de protection. Face à celles-ci, les manipulatrices et manipulateurs ont développé, avec les syndicalistes unitaires, l'auto-organisation de la mobilisation avec l'élection de délégués de salle les représentant aux échelons départemental, régional, puis national, dans le cadre de coordinations. Le gouvernement PS ne lésina pas sur les moyens mis en œuvre. Ainsi, à Rouen, il a fait donner la police contre les manifestants. Et il maintint la circulaire.

Si des grèves illimitées se sont développées dans plusieurs régions, l'épreuve de force nationale n'a pas eu lieu. L'isolement fut déterminant. Reste que l'expérience du conflit dirigé démocratiquement a pris une force d'exemple : la leçon que cela représente pour tout le secteur est loin d'être négligeable.

Vers un mouvement indépendant

Cette lutte, qui s'est étendue tout au long de l'année passée, dessine dans la santé la perspective d'un mouvement indépendant contre les politiques d'austérité. Dans ce conflit, se sont parfois exprimées des positions anti-syndicales, qu'explique l'absence de démonstration de la

La mobilisation des manipulateurs radio.

part des fédérations de l'utilité du syndicalisme dans la défense des personnels. Il n'en demeure pas moins que les manipulateurs-radio ont tenté de faire transcroître leur lutte en un mouvement intégrant d'autres catégories d'hospitaliers. Ils se sont orientés dans leur majorité vers une bataille d'ensemble autour du nouveau statut des hospitaliers (« Titre IV »), plus défavorable que le précédent. Ainsi dans les CHU où des questions de postes se posaient dans tel ou tel service, la jonction s'est faite. Il y a donc bien eu prise de conscience, lente mais réelle, de cette nécessité.

Si l'élargissement autour du nouveau statut a commencé de se manifester, il est resté limité du fait de la politique des appareils et de la faiblesse du levier que représentaient les manipulateurs-radio et les secteurs syndicaux qui les soutenaient par rapport aux 600 000 salariés de la santé.

Pour autant, ce début d'élargissement à d'autres catégories témoigne d'une tendance profonde à l'unité, à l'extension. Tendance qui prendra du temps à se concrétiser, mais qui constitue d'ores et déjà une donnée incontournable.

A la rentrée 1985, influencées par cette lutte phare, les secrétaires médicales de la région parisienne se sont, à leur tour, organisées dans le cadre d'une coordination. Elles ont participé, aux côtés des manipulateurs-radio, aux manifestations devant le Sénat, le 13 novembre, et devant l'Assemblée nationale, le 28 du même mois. Car elles veulent en finir avec une situation inacceptable qui les maintient dans une catégorie inadaptée à leur qualification professionnelle.

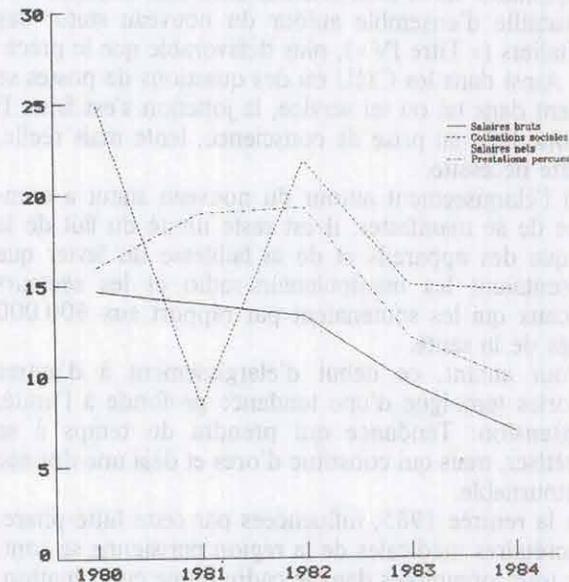
Après un rassemblement devant le ministère de la Santé, le 17 avril 1986, les secrétaires médicales de Paris



SALAIRES ET TRAITEMENTS EVOLUTION 80-84

Source: Comptes de la nation

% variation annuelle



et de province repartaient plus déterminées et lançaient un appel pour « une manifestation nationale massive et unitaire le 12 juin » adressé à « toutes les secrétaires médicales, sociales, médico-scolaires, les organisations et fédérations syndicales ». Elles décidèrent en assemblée générale de renforcer l'auto-organisation et la structuration nationale du mouvement. La volonté de faire reculer le ministère est nette. Ce dernier refuse la revalorisation, il craint d'ouvrir la brèche où s'engouffreraient d'autres catégories professionnelles : infirmiers et infirmières, aides-soignantes... Il ne cesse de répéter que c'est la pause catégorielle.

Pause mouvementée ! Les différentes catégories vont tenter de récupérer par la revalorisation des classifications les pertes de pouvoir d'achat accumulées ces dernières années, et plus nettement encore, en 1986, avec le blocage complet des salaires.

Si l'on prend, par exemple, les aides-soignantes, cette catégorie, qui touche des bas salaires, représente 20 % des effectifs de la santé publique. A l'occasion d'une journée professionnelle, des travailleurs ont débattu d'une refonte des classifications et de l'intégration des primes aux salaires. 900 personnes étaient réunies, et 1 100 autres n'avaient pu trouver place ! Le ministère a donc quelques raisons d'inquiétude...

Parallèlement, ces dernières semaines, la grogne des

personnels s'accroît et se matérialise face aux conséquences d'un budget draconien qui, dans plusieurs hôpitaux, interdit le financement des maigres mesures en faveur des bas salaires. Dans d'autres établissements, ce sont des élèves infirmières ou des auxiliaires qui sont licenciés pour financer ces mêmes mesures. Dans ces hôpitaux, des assemblées générales du personnel sont organisées, le plus souvent dans l'unité syndicale, des grèves sont décidées.

Les personnels originaires des DOM-TOM, de leur côté, manifestent à Paris et à Lyon pour obtenir l'application concrète d'un décret du « Titre IV » ; le voyage gratuit et les congés bonifiés étant rendus hypothétiques dans la mesure où les budgets ne sont pas prévus. Ailleurs, ce sont les personnels de l'extra-hospitalier psychiatrique parisien qui se coordonnent contre la remise en cause d'acquis (frais de transport et de repas) et les infirmiers et infirmières anesthésistes qui revendiquent la reconnaissance de leur formation.

Nous sommes à la veille d'une attaque généralisée contre la protection sociale. Situation qui entraîne d'ores et déjà un certain nombre de contradictions tout à fait explosives.

Dans ce contexte, la tâche de l'heure pour les révolutionnaires et les syndicalistes unitaires reste bien de surmonter l'extrême hétérogénéité de l'action, afin que tous les travailleurs qui veulent que les choses changent adhèrent à la perspective d'un vaste mouvement de l'ensemble du personnel. Seul un tel mouvement serait en mesure de porter un coup d'arrêt radical aux attaques contre le service public, alors que celles-ci se présentent pour l'heure découpées par catégories et régions. Un tel mouvement devrait concerner aussi les travailleurs-usagers.

Une plate-forme nationale unifiante apparaît plus que jamais nécessaire, reprenant les multiples revendications exprimées : des classifications à la défense des acquis, de l'embauche à la nette revalorisation des budgets... Aboutir suppose la promotion des formes démocratiques de direction des luttes, de l'auto-organisation des travailleurs et de la réalisation de l'unité syndicale. L'enracinement de cette pratique dans l'ensemble des luttes de catégories ou d'hôpitaux telles qu'elles se dessinent peut permettre de rendre crédible cette perspective. Voilà le défi que doivent relever dans les mois à venir les révolutionnaires, les syndicalistes unitaires et tous les travailleurs de la santé.

Pascal Blaise

1. Ces quatre dernières années, la CGT a perdu 8 % de son audience en deux consultations électorales, tandis que le nombre de ses adhérents chutait de façon vertigineuse.

Grèves ouvrières en Belgique : le plus et le moins

Flora CHENETIER

LA Belgique a connu cette année un joli mois de mai. Un mois de combativité ouvrière ponctuée par l'immense manifestation du 31 mai à Bruxelles où 200 000 personnes, chrétiens et socialistes au coude à coude, ont protesté contre l'austérité gouvernementale. Au regard de ce qui se passe en France, la puissance du mouvement ouvrier belge est impressionnante. Grèves à répétition dans le secteur public entraînant parfois le secteur privé, cas plusieurs fois signalés d'auto-organisation, unité à la base : telles sont les principales caractéristiques de cette montée qui n'a pourtant pas débouché.

Les directions du syndicat chrétien, la Confédération des sociaux-chrétiens (CSC) et de la Fédération générale du travail belge (FGTB), à dominante socialiste, discutent aujourd'hui avec le pouvoir. Le plan d'austérité proposé à Val-Duchesse par le gouvernement de Martens VI est négocié secteur par secteur. Un décorticage qui oblige la base à l'attentisme et la contraint à l'inaction, du moins jusqu'à la rentrée.

Le mouvement de ce printemps n'est pas une innovation. En d'autres occasions déjà, la classe ouvrière belge est montée au créneau pour tenter de mettre en échec la politique d'austérité réclamée par la bourgeoisie depuis le début de la crise.

Dix années d'austérité

La crise a atteint la Belgique en 1974. Cette première phase de récession industrielle entraîne la suppression de plus de 230 000 emplois. Jusqu'en 1981 cependant, ces pertes sont en partie compensées par des créations de postes dans le secteur tertiaire. Les années 1980-1981 amènent la seconde onde de choc. En un an, 90 000 em-

ploi disparaissent, le chômage ne cesse plus alors d'augmenter, jusqu'à toucher aujourd'hui 500 000 personnes (nombre de chômeurs indemnisés).

Face à la crise, le patronat a réagi en deux temps. D'abord, et jusqu'au début des années quatre-vingt, la démarche est de faire confiance à l'Etat pour qu'il subventionne les secteurs en difficulté et aide les groupes industriels à se reconverter. Ces plans d'aide s'attachent aussi, mais de façon subsidiaire, à limiter les effets sociaux de la reconversion. C'est à cette époque qu'apparaissent les premières prétraitements, que sont mises au point les premières recettes pour masquer la montée du chômage (stages de formation professionnelle entre autres). Parallèlement sont votées les lois programmes qui prétendent assainir les finances publiques. Premiers visés par l'austérité, les secteurs sociaux : l'université, l'enseignement et les agents des services publics sont déjà à l'époque sur la touche.

L'auteur de cette première austérité est le gouvernement Tindermann Declercq, exclusivement composé de libéraux et de chrétiens. Ses mesures se heurtent malgré tout à la résistance ouvrière. Les représentants du gouvernement tentent de gagner les directions syndicales, notamment la FGTB, à l'« austérité utile ». En vain. Les grèves se multiplient en 1977. Les partis socialistes récupèrent le mouvement. Ils promettent une autre politique s'ils reviennent au pouvoir. Mais les élections de 1977, qui obligent les libéraux et les chrétiens à partager le pouvoir avec le PS, ne changent rien aux orientations de la politique.

La bourgeoisie, au contraire, se fait plus exigeante. Elle enfourche de nouveaux chevaux de bataille directement dirigés cette fois contre les travailleurs. La suppression de l'échelle mobile des salaires devient son thème favori. Sur-tout, elle se met à refuser le jeu de la concertation. Ainsi, en 1980, et malgré

les mobilisations importantes, l'équivalent du CNPF, la Fédération des entreprises belges, refuse de signer un accord interprofessionnel avec les syndicats. Le patronat indique ainsi au gouvernement le chemin à suivre : à partir de 1982, le pouvoir lui aussi reléguera les pratiques de la concertation au placard. Mais, en attendant, les formations bourgeoises doivent adopter la même longueur d'onde. Le parti chrétien, notamment celui de Wallonie, hésite un peu avant de se lancer dans une politique d'affrontement direct avec les travailleurs. Et pour cause : le CPV-PSC est très lié au syndicat chrétien qui rassemble — faut-il le rappeler — 1 300 000 travailleurs et tire à gauche en Wallonie. Un an avant les élections de 1981 cependant, le parti chrétien se décide à passer un accord avec les libéraux en vue de la formation d'un gouvernement d'austérité de choc.

Après tous ces préparatifs, 1981 marque le tournant et le durcissement de la bourgeoisie. Le scrutin renvoie les socialistes dans leur foyer. La coalition bourgeoise respire et se met à rattraper les retards d'austérité qu'il lui semble avoir accumulés par rapport aux autres Etats européens. Premier acte : la majorité parlementaire lui vote les pouvoirs spéciaux. Deuxième acte : les travailleurs ne tardent pas à en comprendre la signification.

Désindexation des salaires sur les prix, voire blocage des salaires, réduction des allocations de chômage et des pensions de retraite, introduction massive de la flexibilité et du temps partiel deviennent leur lot commun.

En dépit du déficit budgétaire, les impôts sur le capital et les bénéfices sont diminués. C'est l'équivalent du ticket modérateur qui trinque et, en général, le système de Sécurité sociale. Deux chiffres suffisent à résumer l'ampleur des attaques depuis le début de la crise. En dix ans, la masse salariale a reculé de 13 % alors que, dans le même temps, les bénéfices progressaient de 56 % ! Le capital a poursuivi sa politique de concentration. Un seul exemple : la Société générale a, entre 1981 et 1985, quadruplé son capital et contrôlé plus de 1 000 entreprises réparties dans 63 pays dont 419 sociétés en Belgique. Mais ce bilan ne semble pas suffisant à la bourgeoisie qui continue d'exiger « toujours plus ! ».

Chaque nouveau gouvernement amène son nouveau plan d'austérité. Les dernières élections en octobre 1985 ont reconduit Martens Gol. Le principe du nouveau plan de coupes a été adopté à Val-Duchesse en mai. Mission : économiser 200 milliards de francs belges. Deux cents milliards qui sont pris dans la poche des ménages et des salariés...

Cependant, en dix ans d'austérité,



Anvers : une grève active animée par un comité d'action.

aucune des décisions du patronat belge n'est passée comme une lettre à la poste. Et que l'austérité ait eu force de loi ne permet pas de conclure à l'affaiblissement structurel de la classe ouvrière belge. D'abord, les luttes de celles-ci ont été nombreuses. Depuis 1977, le mouvement ouvrier entre régulièrement en grève. Des grèves étendues accompagnées de descentes massives dans les rues.

Dix années de luttes ouvrières

« L'agitation politique », comme le dit le patronat belge, commencé dès 1977. Le mouvement s'accéléra à partir de 1982 : depuis, se sont produites plusieurs luttes d'ampleur interprofessionnelles. Aucune montée cependant n'a réussi à présenter en même temps tous les ingrédients de la réussite : il manquait toujours un sou pour faire le franc. Soit l'unité syndicale entre CSC et FGTB n'était pas réalisée, soit le secteur privé ne suivait pas le mouvement, ou alors la grève n'était que tournante, province par province, ou encore, elle ne concernait que la communauté wallonne et la Flandre restait en marge.

Au printemps 1982, toutes les régions se mettent en grève, mais tour à tour. Le privé suit plus ou moins bien suivant les provinces. La centrale chrétienne participe au mouvement, du moins convoque-t-elle une manifestation nationale. La grève générale et unitaire n'aura cependant pas lieu malgré l'appel en ce sens de la FGTB boraine et de celle de Charleroi. Ces deux régions sont wallonnes : une fois de plus, la combativité de cette communauté ne se dément pas.

Rebelote à l'automne de la même

année : cette fois, le secteur public (trams, cheminots et agents communaux en tête) conduisent deux jours de grève nationale en front commun syndical. Mais le privé ne fait pas entendre sa voix. Le printemps 1983 combine tous les éléments d'une vraie montée interprofessionnelle. Malheureusement, celle-ci se limite à la Wallonie. Les sidérurgistes wallons arrêtent le travail pendant sept semaines, les agents communaux débraient aussi. C'est la grève générale, les travailleurs montent sur Bruxelles le 16 juin.

Enfin, tout le monde a en mémoire les événements de l'automne 1983. Dix jours de grève nationale paralysent l'ensemble du secteur public. Les trams sont bloqués, le courrier en attente. Une vingtaine de grosses entreprises se mettent spontanément en grève, alors que ni la direction de la FGTB, ni a fortiori, celle de la CSC ne demandent l'extension du mouvement au secteur privé. Ce refus d'étendre au privé va gripper le mouvement. Les appareils syndicaux se mettent à discuter alors que le rapport de forces aurait pu être amélioré. Cette frilosité des appareils, la base, c'est-à-dire essentiellement les délégués syndicaux des entreprises et des administrations, s'en est souvenu. Elle l'a si peu pardonnée que l'un des leitmotifs des luttes de ce printemps a été : « Plus de mobilisation sans lendemain, plus de grève du public sans le privé. »

Toutes ces luttes ont été entrecoupées de luttes partielles parfois très longues. Certains conflits, celui des travailleurs de la ville de Liège par exemple, ont duré quatorze semaines avant de s'effondrer. Récemment encore, les mineurs du Limbourg ont tenu un mois, en s'organisant eux-mêmes, avant d'être torpillés par la FGTB.

De même, l'opposition à l'austérité gouvernementale s'est exprimée sur

d'autres terrains que syndicaux. Le front des femmes contre la crise a mobilisé à plusieurs reprises des dizaines de milliers de femmes victimes de la généralisation du temps partiel. Victimes aussi de mesures discriminatoires comme la suppression de l'allocation pour les chômeuses dont le conjoint a encore un emploi.

Les jeunes ont par deux fois marché sur Bruxelles. Ces marches pour l'emploi ont rassemblé 30 000 personnes en 1982 et 15 000 en 1984. Les manifestations pour la défense des droits des immigrés, sans atteindre l'ampleur du mouvement antiraciste français, ont malgré tout marqué les dernières années. Enfin, cette liste de mobilisations ne serait pas exhaustive si elle ne mentionnait pas les manifestations pacifistes qui ont pu concentrer jusqu'à 400 000 personnes.

L'ampleur de la résistance en Belgique ne se mesure évidemment pas au seul nombre des luttes, mais aussi à la nature des conflits, à la façon dont ils sont organisés. Depuis 1982, chaque lutte a connu des occupations de locaux souvent longues, des barrages de rue, des obstructions de carrefour, des piquets volants. Mais, surtout, le mouvement de 1983 a vu fleurir des structures d'auto-organisation... L'exemple le plus frappant est le comité d'action syndicale d'Anvers. Mis en place par des militants de la CGSP (fédération du secteur public de la FGTB), ce comité a pris en charge en 1983 l'organisation de la grève des employés de la fonction publique, tous secteurs confondus, de la ville d'Anvers. Sans attendre les consignes du secrétaire de la fédération, les militants de ce comité mettaient sur pied les piquets de grève, ravitaillaient les grévistes. Un comité du même type a été mis en place à Bruxelles et, comme le précédent, a été à nouveau très actif dans les grèves du mois de mai.

Ces comités ne sont pas, on le voit, des comités de grève. Pour débrayer, même les militants les plus combattifs ont tendance à attendre le mot d'ordre des directions de fédération ou des régions. Néanmoins, mai et juin 1986 ont été marqués par une tentative d'autoconvocation de grève. Les employés d'une entreprise métallurgique de Liège ont, à la mi-mai, fait le tour des entreprises du bassin pour convoquer une assemblée générale des travailleurs. L'objectif final était de pousser la fédération à lancer un mot d'ordre de grève générale sur la région. L'assemblée générale a été convoquée, mais la direction n'a rien décidé, quittant même la tribune devant l'ambiance surchauffée de la salle. Les délégués syndicaux n'ont cependant pas eu la force de

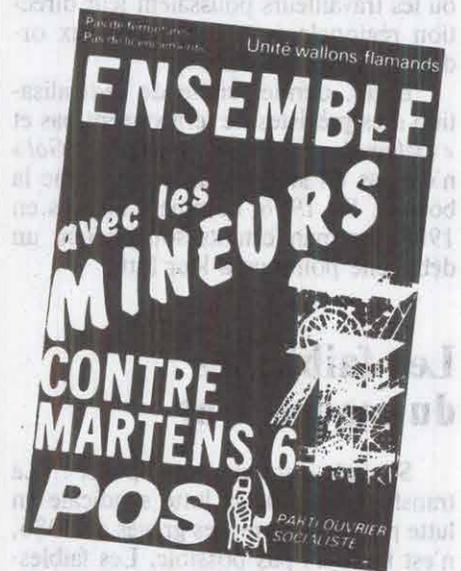
s'engouffrer dans l'espace laissé vacant (voir plus loin).

C'est une lapolissade, mais toutes les luttes des années quatre-vingt, en dépit des échecs à répétition, ont été un terrain d'expérience privilégié. Les difficultés ont aidé les avant-gardes syndicales, souvent incarnées par les délégués syndicaux, à réfléchir sur les limites des appareils, à mieux cerner les défis politiques à relever au cours des mobilisations. En clair, cela s'appelle maturation politique. Et la dernière vague de grèves en fournit plusieurs illustrations.

Un processus de maturation

La nécessité de l'unité syndicale est apparue d'autant plus clairement qu'une seule journée d'action, sur la demi-douzaine qui a émaillé le mois de mai, a été appelée en front commun syndical. Ce front a été rompu du fait de la CSC qui, liée au parti chrétien au pouvoir, n'a pas voulu pousser trop loin le bouchon. Le boomerang s'est traduit par la défection d'une partie de ses syndiqués qui ont joué les transfuges et ont pu rejoindre ponctuellement les rangs de la FGTB. Il est impossible pour l'instant de dénombrer ces passages à gauche qui, en outre, ne sont peut-être pas définitifs. Quoi qu'il en soit, la tendance à la base de la CSC est bien à la radicalisation : une étude syndicale menée en 1984 dans les rangs de la centrale montrait qu'un tiers des effectifs se prononçait pour la rupture avec le parti chrétien.

Autre signe positif : la Flandre, où la CSC est majoritaire, a bien participé aux grèves de mai et juin. L'imagerie selon laquelle seule la Wallonie serait combative est donc à nuancer d'un sérieux bémol. Certes, en Wallonie, dont l'industrialisation date du début du siècle, nombreux sont ceux qui se battent dos au mur et n'ont plus grand-chose à perdre. Mais les restructurations visent aussi l'automobile, la pétrochimie, etc. installées depuis une vingtaine d'années en Flandre. « On est tous dans le même panier », disaient plusieurs délégués de Wallonie venus soutenir une manifestation anversoise le 13 juin dernier. La phrase mérite d'autant plus d'être notée que la direction de la FGTB wallonne se laisse tenter par le repli communautaire. Et l'on voit un très ancien leader syndical, dénommé Gillon, expliquer que les Wallons sont traditionnellement dominés par les bourgeois qui seraient exclusivement flamands. L'analyse n'est pas limpide, mais tend à déboucher sur une ligne d'action en revanche très claire : la collaboration avec le patronat wallon.



Affiche du Parti ouvrier socialiste (POS), section belge de la IV^e Internationale.



Assemblée de cheminots à Charleroi.

Ce repli passe de plus en plus mal en Wallonie, comme l'ont démontré plusieurs assemblées générales de la FGTB où les travailleurs poussaient leur direction régionale à se conformer aux ordres de grève nationaux.

Enfin, dernier signe de radicalisation : les grévistes ne tergiversent pas et « *Dehors le gouvernement Martens Gol* » n'est pas un slogan qui leur écorche la bouche. En 1986, comme d'ailleurs en 1983, les manifestants souhaitaient un débouché politique à leur lutte.

Les faiblesses du mouvement

Souhait formel, vœu pieux ? La transformation de la lutte syndicale en lutte politique, après les grèves de 1986, n'est toujours pas possible. Les faiblesses mêmes du mouvement syndical y sont pour beaucoup.

En premier lieu, l'unité entre les travailleurs chrétiens et ceux de la FGTB suppose de faire sauter plusieurs obstacles avant de se réaliser. Les directions syndicales d'abord ne poursuivent pas le même but. La CSC s'est pliée plus facilement que sa concurrente aux contraintes de « l'austérité utile ». Sa base la tiraille de temps à autre en sens inverse, la contraint à la grève mais, jusqu'ici, la CSC a toujours réussi à contrôler les débordements. Son atout : ses liens avec le parti au pouvoir qui lui réserve toujours un espace plus ou moins grand de concertation. La FGTB n'a pas les mêmes possibilités de concertation. L'unité n'est guère plus aisée à la base. Un travailleur chrétien ne se démarque pas facilement de son syndicat. En période de lutte intense, des évolutions, on l'a vu, sont possibles. Que l'ambiance retombe, et l'ouvrier chrétien regagne son cocon d'origine. Les travailleurs belges ont l'habitude de

dire : « *Dans ce pays, on naît chrétien ou socialiste, puis on le reste toute sa vie.* » Les réseaux de solidarité, notamment le mouvement ouvrier chrétien, sont puissants et ne permettent pas que l'on s'en dégage facilement. Cela explique que le nombre de transfuges dans le camp socialiste ait jusqu'ici été limité. Cela explique surtout que beaucoup de travailleurs réintègrent la CSC en période « calme ».

L'autre barrière sur laquelle ont buté tous les mouvements des années quatre-vingt a été la difficile extension au secteur privé. On l'a vu, la FGTB ne s'est pas battue pour l'obtenir, ni en 1983, ni d'ailleurs en 1986. Les appels à la grève, quand ils ont existé, ont été lancés sur le thème : « *Solidarité avec les travailleurs du public contre les mesures d'économie budgétaire du gouvernement* ». Du coup, seules les entreprises immédiatement menacées par des licenciements se sont mobilisées. Le point cependant est déjà positif puisque, depuis 1981, le nombre de grèves d'entreprise a baissé.

Enfin, et ce n'est pas le moindre obstacle, la social-démocratie a poursuivi à travers les mobilisations ouvrières ses propres buts. Et aucune gauche syndicale n'est venue l'en empêcher. Les dernières années ont été marquées par un rapprochement des PS et de la FGTB. La liaison ne date pas d'hier : dès 1977, la FGTB a plaidé pour une alternative progressiste à la crise. Cela signifiait à l'époque qu'elle acceptait des réductions de salaire en échange d'une politique industrielle créatrice d'emplois. La négociation était alors possible : le PS était au pouvoir. Quand, en 1982, le nouveau gouvernement a rompu les négociations, la direction de la FGTB s'est sans problème inscrite dans le projet de reconquête électorale du PS. Avant les dernières élections, en Wallonie, le rapprochement a même pris la forme d'un pacte. La direction de

la FGTB wallonne se disait, par cet accord, prête à défendre les thèses chères au PS de l'austérité équitable, de la relance sélective, etc.

Ce rapprochement s'est également produit en Flandre. Bilan des courses : une direction syndicale capable de discours enflammés sur la nécessité de la lutte, et tout aussi déterminée à retirer son appui à tout front de mobilisation conséquent. Les femmes contre la crise ont été les premières à en subir les conséquences.

La FGTB a, à partir de 1984, renoncé à poursuivre un plan d'action contre le plan d'austérité. Les travailleurs étaient en quelque sorte priés d'attendre le retour des socialistes. Le rêve ne s'est pas réalisé aux élections d'octobre dernier : la social-démocratie a gagné 150 000 voix par rapport au précédent scrutin, mais la coalition bourgeoise est restée majoritaire. La base du mouvement ouvrier n'en a pas tiré les conclusions politiques... Les conditions pour l'émergence d'une gauche syndicale ne semblent en effet pas réunies. Analyser les luttes des années quatre-vingt selon le couple combativité ouvrière-traison des appareils est un peu court. L'exemple de mai 1986 le prouve. Après l'échec de la social-démocratie aux élections d'octobre, la FGTB a organisé une vaste campagne de sensibilisation sur les mesures d'austérité en préparation. Ce travail de préparation est à l'origine de l'explosion de mai. Quand les attaques gouvernementales se sont faites plus précises, la base a pris le relais faisant pression pour pousser et, dans certains endroits, obliger les secrétaires à ordonner la grève. Les rapports entre la base, les délégués syndicaux et la bureaucratie sont donc un nœud complexe, voire gordien, impossible à trancher. La tactique habituelle des délégués syndicaux les plus combatifs est de pousser les directions à agir car, sans appel de la FGTB, la mobilisation est vouée à l'échec.

La confrontation avec la bureaucratie n'est pas impossible. Les syndiqués de la FGTB de Charleroi l'ont montré, de même que les enseignants de la CGSP. D'autres cas pourraient être signalés. Mais aucun de ces mouvements n'a débouché sur un regroupement au sein du syndicat. Ce point pourrait bien être l'enjeu des prochaines luttes. Comme le disait l'un des coordinateurs du Comité d'action syndicale d'Anvers lors des dernières grèves de juin : « *Aujourd'hui, dans le mouvement ouvrier, on note un plus à la base, un moins à la direction. Et c'est de ce moins que la bourgeoisie profite...* »

Flora Chénétier

droite, ce qui est somme toute dans l'ordre des choses car, comme le souligne Furet, « pour faire le procès de l'URSS ou de la Chine [elle] n'a besoin de remanier aucun élément de son héritage, il lui suffit de rester à l'intérieur de la pensée contre-révolutionnaire », mais aussi par une certaine « gauche » qui, souvent après avoir avalé bien des crimes staliniens sans broncher, « installe la distance entre elle et la révolution, parce que c'est elle qui a cru que l'histoire était tout entière dans les promesses de la révolution³ ».

De la Vendée à Pol-Pot

« La dérive jacobine n'apparaît plus aujourd'hui que comme le premier acte, l'événement fondateur d'une série longue et sanglante qui va de 1792 à nos jours, du génocide franco-français de l'Ouest catholique au Goulag soviétique, aux destructions de la révolution culturelle chinoise et à l'autogénocide khmer rouge au Cambodge⁴. »

« L'œuvre de Soljenitsyne a posé partout la question du Goulag au plus profond du dessein révolutionnaire : il est alors inévitable que l'exemple russe revienne frapper comme un boomerang son "origine" française (...). Aujourd'hui le Goulag conduit à repenser la Terreur, en vertu d'une identité dans le projet : les deux révolutions [russe et française, NDLR] restent liées, mais il y a un demi-siècle elles étaient systématiquement absoutes dans l'excuse liée aux « circonstances », c'est-à-dire de phénomènes extérieurs et étrangers à leur nature. Aujourd'hui elles sont accusées, au contraire, d'être consubstantiellement des systèmes de contrainte méticuleuse sur les corps et sur les esprits⁵. »

Qu'il y ait des points communs entre la Révolution russe et la Révolution française, sans doute, mais souligner au-delà de ces apparences communes les différences fondamentales qui existent entre elles et, avant tout, la nature de ces révolutions et la classe sociale qu'elles ont portée au pouvoir — qui sont tout de même loin d'être identiques — semblerait plus sérieux. La démarche est pour le moins étrange : examiner un événement historique à la lumière d'un autre événement historique situé plus d'un siècle après. Entendons-nous bien. Dire que certains faits apparaissent plus aisément et plus distinctement avec le recul, affirmer qu'on perçoit mieux les tendances existant quand elles ont pris leur forme achevée, c'est-à-dire ultérieurement, relève de la banalité. Mais le but de cette analogie est tout autre : il s'agit d'englober deux



La prise de la Bastille. Estampe populaire (BN).

événements historiques, profondément séparés dans le temps et dans l'espace et de les examiner à la lueur d'une même grille de lecture, afin d'en tirer une seule et même conclusion : la révolution, toute révolution, porte en elle le mal absolu.

Ces deux révolutions, explique Furet, ont pour point commun de se vouloir événement-« avènement ». Il y a un avant et un après. Moment de séparation absolue, de rupture, la révolution annonce un monde nouveau. Ce que conteste Furet, mais aussi Bettelheim, c'est bien cette notion de coupure radicale. Nous le verrons plus tard dans le détail. Mais on peut se poser une question : pourquoi parler de ces deux révolutions-là, et pas des autres — il y en a eu. Pourquoi pas les révolutions anglaise ou américaine qui précèdent la Révolution française ? Il est vrai qu'il existe un point commun entre la Révolution française et la Révolution russe, qui les différencie des autres : toutes deux, à leur époque, ne se cantonnent pas au cadre national. Elles se veulent porteuses de la libération de l'humanité, que ce soit des chaînes de la tyrannie ou de l'exploitation de l'homme par l'homme. De ce fait, elles ont une dimension et un impact universels. Elles se veulent le premier maillon d'une chaîne, point de départ d'une libération qui ne peut s'achever que par l'émanci-

pation du genre humain dans son ensemble, et par là même deviennent symbole d'espoir pour des millions d'hommes bien au-delà des frontières qui les ont vues naître. Elles deviennent propriété de tous⁶.

C'est la faute à Rousseau ?

C'est dans ce besoin de libération, dans cette nécessité de la libération, que réside la racine du mal, car en voulant affranchir les plus misérables, la révolution ne peut que sombrer dans la violence. La recherche de l'Égalité n'est pas liée à la recherche de la Liberté, elle lui est opposée. Le but de toute révolution « la fondation de la Liberté » pour reprendre l'expression d'Hannah Arendt, suppose le dégagement des contraintes matérielles ou, tout au moins, suppose que les acteurs de la révolution n'en soient pas accablés. Faire appel aux « damnés de la terre » ou aux « malheureux, ces puissances de la terre », selon le mot de Saint-Just, c'est déchaîner des forces obscures, incontrôlables par leur nature même. « La souffrance, dont la force et la vertu résident dans l'endurance, explose et fait rage quand l'endurance n'est plus possible (...) La révolution, quand elle

cessa de vouloir fonder la liberté et qu'elle s'attacha à délivrer l'homme de la souffrance, renversa les barrières de l'endurance et libéra pour ainsi dire les forces de destruction de l'infortune et de la misère⁷. » Ce qui pousse les pauvres à agir étant simplement la satisfaction matérielle, ils sont incapables de fonder la liberté : « Car l'abondance et la consommation sans fin de produits sont l'idéal des pauvres, c'est le mirage dans le désert de leur pauvreté (...) le vœu secret des pauvres n'est pas "à chacun selon ses besoins" mais "à chacun selon ses désirs". Et s'il est vrai que la liberté ne peut venir qu'à ceux dont les besoins ont été satisfaits, il est vrai aussi qu'elle échappera toujours à ceux qui sont déterminés à vivre pour leurs désirs⁸. »

A partir de ce moment, la spirale s'enclenche : « L'histoire des révolutions passées démontre sans aucun doute que toute tentative pour résoudre la question sociale par des voies politiques mène à la Terreur. » L'expression politique de ces masses de « pauvres » qui trouve sa forme concrète dans le gouvernement révolutionnaire — et donc la Terreur — réside dans la notion « d'intérêt général », telle qu'elle se dégage du *Contrat social* de Jean-Jacques Rousseau. C'est la matrice de la coercition absolue dans la mesure où l'intérêt général, c'est-à-dire l'intérêt commun au-delà des intérêts particuliers, parce qu'il n'est pas la somme des intérêts de tous, s'oppose à chacun en particulier. Incarnation abstraite — la nation, le peuple français — elle rend chacun suspect de vouloir faire passer ses propres intérêts avant, voire contre le bien commun. De telle sorte que la Terreur est non seulement inévitable, elle est indispensable, matérialisation et garantie de l'exécution de la volonté générale. Autrement dit, les révolutionnaires aiment de façon infinie l'humanité dans son ensemble, tout en soupçonnant chaque être humain en particulier. La Terreur ne fut donc pas un ensemble de mesures, cernables dans le temps, exigées par les circonstances, mais elle est l'essence de toute révolution qui veut « mettre en haut ceux d'en bas », car elle exige d'être sans pitié avec ceux qui s'opposent à l'éradication de l'infinie misère.

Mais une autre révolution est possible, nous dit Arendt, celle faite par des hommes qui furent « dégagés des chaînes de l'indigence » avant la révolution et parent, de ce fait, « fonder la liberté ». Telle était la révolution américaine. Mieux, « si criminels et bestiaux que fussent les actes qui aidèrent la colonisation du continent américain, ils restèrent des actes individuels et, pour peu que l'on généralisât et réfléchit, c'était sans

doute sur quelque virtualité inhérente à la nature de l'homme, et non sur le comportement politique de groupes organisés, et certainement pas sur une nécessité historique pouvant progresser seulement au moyen de crimes et de criminels⁹. »

Quelle est la part d'aveuglement due aux besoins de la démonstration précédente, quelle est la part de la mauvaise foi, difficile de le dire. La colonisation américaine somme « d'actes individuels » ? Sans doute l'auteur parle-t-il des « actes criminels et bestiaux » entre Blancs, car il est tout de même un peu fort d'occulter que la possibilité, l'existence, l'acte de naissance de la nation américaine s'est faite sur l'expropriation et le génocide (bien réel, celui-là, contrairement à celui de Chaunu) des nations indiennes ; que la richesse qui fit prendre conscience de leur force aux

jour où elles se sont opposées à ce projet, menaçant de rompre un équilibre social déjà très instable, les Jacobins n'ont pas hésité à frapper le mouvement sectionnaire. Ce faisant, ils se condamnaient eux-mêmes : la liquidation d'Herbert et des « exagérés » au printemps 1794 porte en elle Thermidor : la voie est libre pour tous ceux qui veulent la fin de la période d'exception révolutionnaire.

La « dérive » révolutionnaire

Il y a dans cette analyses, comme dans celle des historiens « révisionnistes », une même idée : celle du « dérapage », de la « dérive » de la révolution, qui suppose un écart du chemin normal,



La destruction des privilèges. Estampe populaire (BN).

colons britanniques et fit naître l'idée de l'indépendance, cette richesse qui leur permit « de se dégager des chaînes de l'indigence », était basée sur la déportation, la négation comme êtres humains de centaines de milliers d'hommes et de femmes, noirs ceux-là. Si l'on voulait comptabiliser les morts — à moins de ne compter que les corps blancs — la Terreur paraîtrait fade et clémente en comparaison de la « fondation de la liberté » américaine ! Arendt ne s'encombre guère du carcan des faits : peu lui chaut la relation réelle et infiniment plus contradictoire existant entre les Jacobins, d'une part, les sans-culottes et leurs sections parisiennes, d'autre part. Si ces derniers étaient indispensables pour mener à bien le processus révolutionnaire face aux « défaillances » successives d'une grande partie de la bourgeoisie, dont c'était pourtant la révolution, leurs propres aspirations ne coïncidaient pas avec le projet jacobin. Et le

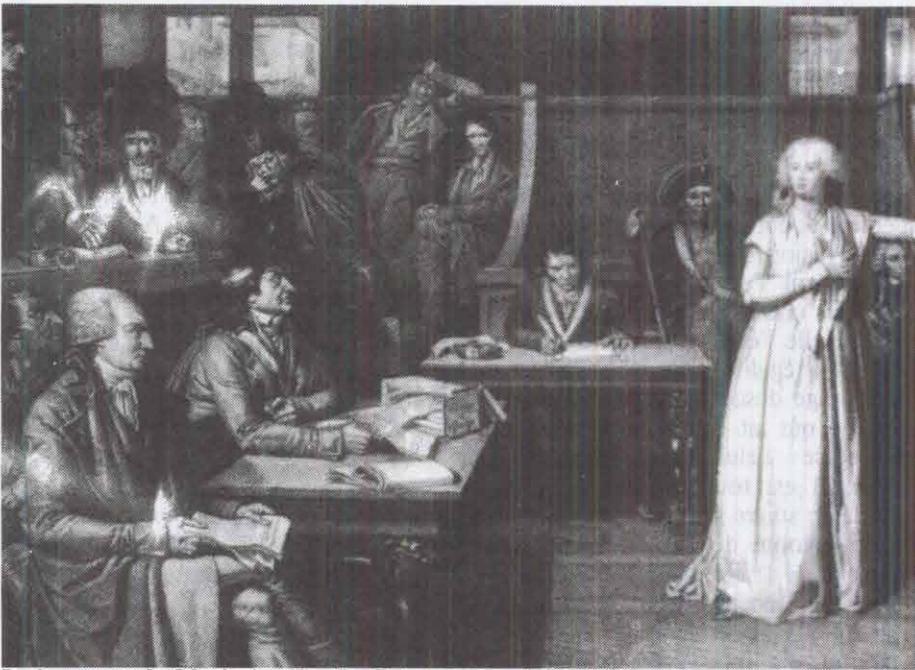
un accident de l'histoire. Aucune nécessité historique n'impose la révolution, elle n'est pas le passage obligé de l'histoire. « Le postulat de la nécessité de "ce qui a eu lieu" est une illusion rétrospective classique de la conscience historique : le passé est un champ de possibles à l'intérieur duquel "ce qui est arrivé" apparaît après coup comme le seul avenir de ce passé¹⁰. » Elle ne marque pas, une rupture entre l'Ancien Régime et la société moderne, capitaliste. Cette dernière s'était développée avant et, avec ou sans la révolution, aurait finalement été dominante. 1789 ne marque pas le passage d'un type de rapports de production (« féodaux ») à un autre (capitalistes), elle n'est que du ressort du politique, de l'idéologie, du discours, qui crée l'événement révolutionnaire. « Plus exactement, c'est l'envahissement de la sphère du pouvoir, devenue vacante, par ce type d'idéologie [jacobine, NDLR] qui crée la situation

révolutionnaire et la dynamique politique nouvelle¹¹. » En ce sens, dit Furet, parler d'un événement fondateur « Révolution française » comme clé d'un changement radical, c'est « prendre au comptant le discours révolutionnaire ». C'est, poursuit Bettelheim « donner une sorte de primat du politique grâce auquel il y aurait un "instant zéro" (la prise du pouvoir) à partir duquel on avancerait à travers des luttes plus ou moins longues mais sur un chemin déjà tracé » alors que, poursuit-il, « les révolutions de 1789 à 1793 ont été des moments de tension exceptionnels, mais qui n'ont pas accéléré la marche en avant du capitalisme français¹² ». A partir de là, une certaine lecture du déroulement de la révolution s'impose : si elle n'était pas nécessaire pour imposer une prise de pouvoir politique qui se serait produit un jour ou l'autre, les événements qui jalonnent le moment révolutionnaire n'ont aucune justification. La « radicalisation » de la révolution n'est pas due au besoin de défendre, bec et ongles *jusqu'au bout*, ce qui avait été mis en place à partir de 1789, et ce par tous les moyens, même les plus terribles. Il ne reste alors qu'un moment de folie de l'Histoire, sans autre explication que l'aveuglement idéologique de ses acteurs.

Identifier, ainsi que le fait Furet, « nécessité historique » et fatalité est pour le moins caricaturer le marxisme. Dire d'une chose qu'elle est nécessaire ne signifie pas, loin s'en faut, qu'elle *doit et va* obligatoirement se produire, encore moins prévoir à l'avance *comment* elle se déroulera. Si cela est vrai au niveau général, ce l'est mille fois plus quand on parle de révolution qui, plus que tout autre, et du domaine de l'action consciente des hommes. « Osez, ce mot renferme toute la politique de notre révolution », dit Saint-Just. Affirmer que la révolution *telle qu'elle s'est produite* n'était pas inscrite dans l'histoire, relève de l'évidence pour ceux qui se veulent marxistes. *Aucune révolution n'a son cours tracé d'avance*. Non seulement parce que la réponse politique donnée à telle ou telle autre circonstance particulière — que ce soit la fuite du roi ou la conduite de la guerre par exemple — n'était pas la seule possible : le désaccord Girondins-Montagnards, puis Indulgents-robesspierristes montre qu'il y avait plusieurs voies. Mais beaucoup plus profondément parce que surgissent sur la scène de l'Histoire, comme dans tout processus révolutionnaire, ceux qui en étaient exclus jusque-là : l'immense masse de la paysannerie et du petit peuple des villes, avec leurs revendications, leurs aspirations, *leur mode d'action* propres, qu'on ne peut identifier aux Jacobins, même à

leur aile la plus résolue. L'Histoire ne dérape pas, elle ne dérive pas. Mais ceux que l'on n'attendait pas et que l'on ne voulait pas apparaissent, entendant bien jouer leur propre rôle et non celui qu'on leur dévoluait du bout des lèvres : être, au mieux, un moyen de pression.

Dire que la société bourgeoise s'est développée à l'intérieur de la société féodale, que la bourgeoisie possédait déjà *avant* la révolution une large part de la richesse sociale est fondamentalement juste, même si ce n'est guère une nouveauté¹³. Ceux qui firent la révolution étaient pleinement conscients de cette force. Bien avant Tocqueville, dont Furet se réclame largement pour cette analyse, Barnave, député de la Constituante, le proclame en 1791 : « Une nouvelle répartition des richesses de la nation appelle une nouvelle répartition du pouvoir¹⁴. » Là se trouve la clé de la Révolution française. Consciente d'être la force vive de la nation, *la bourgeoisie ne voulait plus être écartée d'un pouvoir politique qu'on lui refusait*. Son but n'était pas, loin de là, d'ébranler l'Europe mais tout simplement d'avoir la place qui lui revenait de droit. 1789 marque le moment où « ceux d'en haut ne pouvaient plus gouverner comme avant » et où « ceux d'en bas ne le voulaient plus », et où s'effectue une prise de pouvoir politique basée sur un pouvoir économique qui lui est antérieur. Mais « ceux d'en bas » n'étaient pas *un*, même s'ils furent pour un court laps de temps réunis dans le Tiers Etat. Une fois le Tiers disparu, restèrent des classes et des couches sociales distinctes, voire antagoniques. Du point de vue de la bourgeoisie et de ses objectifs, la révolution est achevée dès août 1789. Accéder au pouvoir par le biais d'une monarchie constitutionnelle, briser les barrières désuètes qui entravaient son plein épanouissement économique, elle ne souhaitait rien d'autre et, sûrement pas, une révolution qui mette le pays sens dessus dessous pendant quatre ans. La bourgeoisie ne voulait rien de plus qu'un compromis à l'amiable avec feu l'aristocratie. Prenons la question des « droits féodaux » qui pesaient sur la paysannerie. Comme le souligne Alfred Cobban, en émettant à raison des réserves sur le terme, parler de « féodalité » à la veille de la révolution est absurde : « Jusqu'au 14 juillet 1789, les bourgeois n'avaient jamais eu le désir ou l'intention d'attaquer les droits seigneuriaux et il ne leur était pas venu à l'idée d'appeler les paysans à la révolte ou à l'abolition des droits seigneuriaux sans compensation¹⁵. » Au mieux, en effet, ce n'était pas leur problème, au pire, ils en possédaient eux-mêmes, une partie de l'aristocratie ruinée ayant vendu ses droits. L'exemple que donne Cobban



Le jugement de Marie-Antoinette. Estampe populaire (BN).

des Cahiers de doléances du baillage de Mirecourt, en Lorraine, est parlant : « Ici, le cahier original de la ville ne porte aucune mention des droits seigneuriaux, mais d'un autre côté, le cahier rural est plein de protestations et d'exigences pour leur suppression, parfois avec, parfois sans compensation. » De son côté, Furet parle, un tantinet méprisant, « de la longue litanie des revendications rurales ».

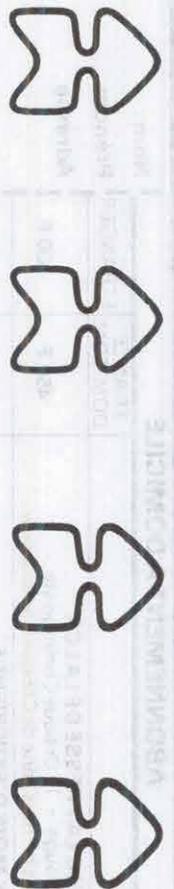
C'est le mouvement paysan tel qu'il se développe en juillet 1789 et *lui seul*, et non un quelconque élan de générosité comme le dépeint Michelet, qui oblige l'Assemblée nationale à abolir les « droits féodaux » dans la nuit du 4 août. Mais elle ne fait alors que les transformer en belle et bonne propriété bourgeoise en les proclamant rachetables ! Guidée par cette recherche de l'accord avec la noblesse, elle n'entendait pas léser cette dernière. Et ce n'est que le 17 juillet 1793, c'est-à-dire après la défaite des Girondins et les quelques péripéties qui ont pour noms la guerre et la chute de la monarchie, entre autres, que ces droits seront supprimés sans indemnités. Ainsi, ces simples « vestiges » anachroniques de la féodalité ne seront totalement détruits que par l'accélération formidable de la révolution.

Il ne fait aucun doute, comme l'affirme Betteilheim que « si cette dernière [la bourgeoisie] avait été capable de "manœuvrer", elle aurait sans doute pu s'installer plus solidement et plus rapidement aux commandes qu'elle ne l'a fait avec la révolution de 1789 ». Tout l'intérêt est de savoir pourquoi elle n'en a pas été capable. Mais aussi, avant toute chose, *pourquoi 1789 même fut nécessaire*. La recherche du compromis a échoué pour deux raisons : l'aristocra-

tie, la cour le refusaient, le mouvement populaire, paysan et urbain, l'empêchait. Ces deux facteurs se nourrissaient l'un l'autre. La bourgeoisie sera obligée de dévier de son projet initial à *son corps défendant*, et parce qu'elle n'avait pas le choix. Ou plutôt parce que le choix était entre le retour des anciens privilégiés dans les bagages de l'Europe coalisée, et par là même la perte de ses conquêtes, ou des mesures drastiques qui allaient à l'encontre de sa conduite traditionnelle. C'est le sens profond de la Terreur. La guillotine et les juridictions d'exception ne sont qu'une facette de l'ensemble des mesures qui ont formé la Terreur, mesures coercitives sur le plan politique, militaire et économique, à la fois exigées par le mouvement populaire urbain et imposées par la situation militaire dramatique à l'intérieur et aux frontières.

Présenter la lutte du printemps 1794 entre Indulgents et robespierristes sur l'arrêt de la Terreur comme un débat entre humanistes et fanatiques relève de la plaisanterie. L'humanisme de Danton s'arrêtait là où commençait son réalisme politique, c'est-à-dire très vite. La question était de savoir si la révolution était désormais *irréversible ou pas*, savoir si l'on pouvait revenir à la normale sans crainte. Thermidor y donne une réponse positive. C'est, comme le remarque Furet, « une autre révolution cachée par la précédente, distincte d'elle, puisqu'elle lui succède, et inséparable d'elle puisqu'elle n'aurait pas vu le jour sans elle : la révolution des intérêts. Les paysans sont devenus acquéreurs de biens nationaux, la bourgeoisie est aux affaires et fait des affaires. Le soldat s'enrichit et fait carrière à la guerre¹⁶ ». La phase d'exception de la révolution peut s'achever puisque la

ABONNEMENTS



ABONNEMENT A DOMICILE

Nom : _____ Prénom : _____ Adresse : _____

Formule choisie :

Règlement à l'ordre de PEC
2, rue Richard Lenoir 93108 Montreuil
Tél. : 859 00 80

	FRANCE DCM-TOM	ETRANGER
1 - AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique Communiste + les n° hors série de Critique Communiste	450 F	500 F
2 - SIX MOIS D'EXPERIENCE DEL'HEBDO «ROUGE» 6 mois = 24 numéros	160 F	
3 - CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F

révolution a été menée à son terme.

En ce sens, le terme de Restauration qui désigne le régime mis en place après la défaite napoléonienne est *faux* : le retour de la monarchie ne signifie pas le retour de l'Ancien Régime. La noblesse, qui demeure une classe politiquement et économiquement forte — sa grande majorité s'est prudemment terrée pendant l'orage révolutionnaire — n'est plus une classe privilégiée dans le sens où elle l'était avant la révolution. Elle est à égalité avec la bourgeoisie, elle partage désormais avec elle le seul privilège qui ait cours dans la société bourgeoise : celui que confère la richesse. Il est tout de même un peu difficile de suivre Furet quand, emporté par sa volonté de démontrer la non-existence de la Révolution française, il affirme : « Rien ne ressemble plus à la société sous Louis XVI que la société sous Louis Philippe », sans hésiter d'ailleurs à se contredire quand il fait l'analyse de la société thermidorienne.

S'il faut dater l'avènement de la bourgeoisie comme *classe dominante*, la Révolution française est incontournable et, tout en comprenant que l'Ancien Régime portait en lui la nouvelle société qui peut alors commencer à se développer *sans entraves*, elle est en ce sens l'acte fondateur de l'époque contemporaine.

La puissance du mouvement révolutionnaire a profondément marqué, pendant le siècle qui l'a suivi, les classes sociales en France. Non seulement la bourgeoisie, qu'on pourrait dire « traumatisée » par la grand peur de l'An II, mais aussi le mouvement ouvrier qui va naître. A ce dernier, elle va léguer cette formidable pratique de la démocratie directe née dans le mouvement sectionnaire, dont la Commune de Paris sera l'héritière. Peut-être aussi lui a-t-elle donné cette défiance vis-à-vis des partis politiques, qui sont un des traits caractéristiques du mouvement ouvrier français, tout du moins jusqu'à la Première Guerre mondiale. Nous devons nous garder de tout « objectivisme » qui ferait de nous des défenseurs inconditionnels des Jacobins parce que, la révolution étant bourgeoise et le prolétariat inexistant, aucune autre solution historique n'était présente. Comprendre la dynamique, les contradictions et les limites du mouvement populaire urbain, mais aussi la promesse pour l'avenir qu'il portait doit être pour nous un travail de réappropriation du passé.

Si la Révolution française n'a pas inventé le Goulag, elle a posé bien des problèmes qui sont les nôtres encore aujourd'hui. Quels sont les rapports entre l'exécutif révolutionnaire, les partis et l'organisation autonome des masses ? La démocratie — et quelle démo-

cratie — a sa place quand la survie de la révolution est en jeu ? Dire que la Révolution russe et le stalinisme qui a suivi ont jeté un éclairage nouveau sur ces questions, nous le savons. La réponse qu'elles appellent n'est ni simple, ni facile. A l'image de la révolution.

Ariane Merri

1. C'est en 1886 que s'ouvre le « cours » d'histoire de la Révolution française à la Sorbonne. Il deviendra la « chaire » qu'occuperont, après Aulard, Mathiez, Lefebvre et enfin, jusqu'à sa mort, Albert Soboul. Les trois derniers se réclamaient du marxisme, Mathiez et Soboul ayant été membres du PC.

2. Cet adjectif, péjoratif il va sans dire, est donné par Albert Soboul aux historiens qui remettent en question l'interprétation « classique » de la Révolution française comme révolution bourgeoise. In Albert Soboul, *Comprendre la révolution*, Maspero, 1979.

3. François Furet, *Penser la Révolution française*, Gallimard, 1978, édition Folio, 1985, p. 28.

4. Pierre Chaunu. Préface de *la Jeunesse sous Thermidor* de François Gendron, Presses universitaires de France, 1983, p. 8. Pierre Chaunu, qui délire littéralement lorsqu'il parle de certains sujets, notamment la chute de la natalité, est tout de même l'auteur d'ouvrages fort intéressants sur la Réforme.

5. Furet, *op. cit.*, p. 29.

6. La même remarque vaut pour Cuba : en proclamant l'île « premier territoire libre d'Amérique latine » et donc premier maillon d'une révolution continentale, la révolution cubaine devenait le symbole d'un monde nouveau pour des générations de révolutionnaires, dépassant largement sa taille « physique ».

7. Hannah Arendt, *le Sens de la révolution*, Gallimard, 1963, p. 160-161.

8. Hannah Arendt, *op. cit.*, p. 202.

9. Hannah Arendt, *op. cit.*, p. 133.

10. Furet, *op. cit.*, p. 40.

11. Furet, *op. cit.*, p. 55.

12. Charles Bettelheim, interview donnée aux *Temps modernes* n° 472, novembre 1985.

13. Et c'est bien là aussi une des différences fondamentales avec la révolution prolétarienne : contrairement à la bourgeoisie, la classe ouvrière est assujettie politiquement et économiquement avant qu'elle prenne le pouvoir.

14. Barnave, *Introduction à la Révolution française*.

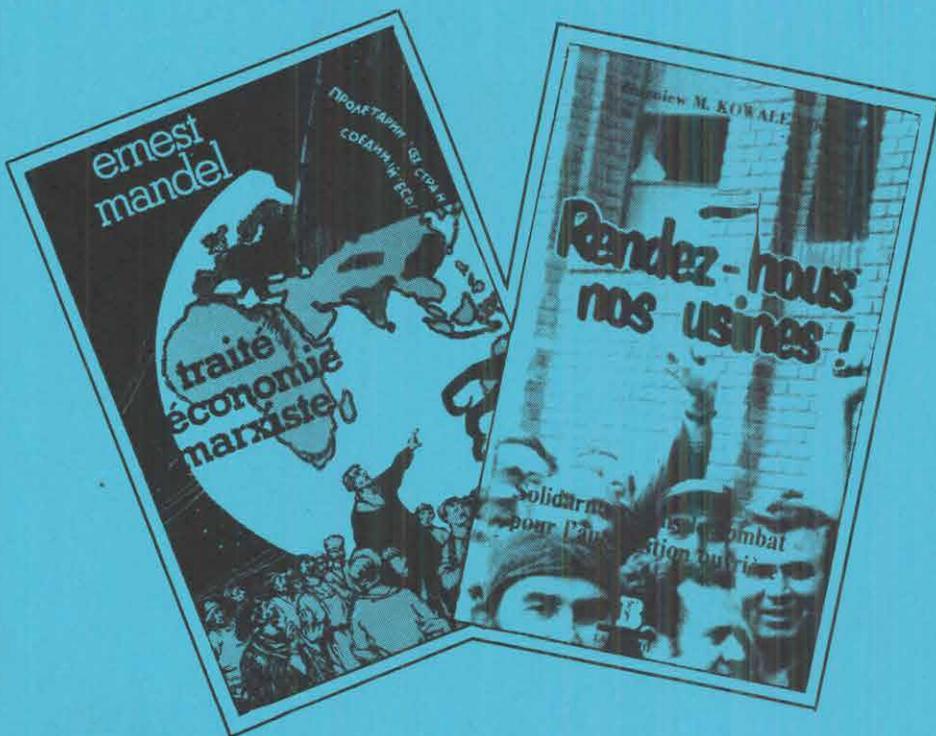
15. Alfred Cobban, *The Social Interpretation of the French Revolution*, Cambridge, University Press, 1964.

16. Furet, *op. cit.*, p. 123-124.

Pour les vacances,
ne pas oublier :
Le « spécial *Rouge été* »
à paraître le 25 juillet.

Le numéro spécial
de *Critique communiste*
consacré aux pays de l'Est
disponible début septembre.

☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆
☆☆ NOUVEAU ☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆
☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆
☆☆ Le n° 1 des « Cahiers d'études ☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆
☆☆ et de recherche » publiés par ☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆
☆☆ l'Institut international de ☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆
☆☆ recherche et de formation ☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆
☆☆ « La place du marxisme dans ☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆
☆☆ l'Histoire » ☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆
☆☆ par Ernest Mandel ☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆
☆☆ 20 francs ☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆
☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆



La librairie
reste ouverte
tout l'été

librairie
la brèche

9 rue de Tunis 75011 PARIS. M° Nation
Heures d'ouverture
lundi: de 14h à 20h
de mardi à samedi:
de 12h à 20h